HEBDOMADAIRE N 5-6 — NUMERO DOUBLE! 1 FR. — 18 JANVIER 1935

SPARTACUS

« . . . Vous savez, je mourrai un jour, à mon poste, dans un combat de rues ou en prison ». **Rosa LUXEMBOURG** (*Lettre à Sophie Liebknecht*)

LA TEMPÊTE ET LE PRISONNIER

I

Vent d'orage, mon camarade,
Tu m'appelles ?
Je suis toujours enchaîné.
Je ne puis pas encore —

Mais, moi aussi, je suis tempête
Je suis une partie de toi,
Et bientôt le jour viendra
Où je briserai mes chaînes.

Je soulèverai les forces éparses,
Je soufflerai à travers les pays,
Je ferai rage autour de la terre,
Je serai une tempête sur les nations.

Et un ouragan dans les hommes,
Dans le cœur
Et le cerveau des hommes,
Vent d'orage — comme toi ! —

II

Je t'aime, tempête hurlante
Qui gonfle de ton souffle
L'étroitesse des couloirs
Et déferle par dessus les murs.

Lorsque, avec des rugissements,
Tu veux les renverser, ces murs,
Et que ton manteau flottant
Claque contre la pierre,

Lorsque, redoublant de furie,
Tu secoues barreaux et grilles,
Avec des clameurs de rage
Et les étreint à les briser !

Alors ton haleine froide et chaude
A travers les joints des carreaux
Me frôle,
Et mon sang boût...

III

...Comme je t'écoute avec joie
Source de force irrésistible :
Ah ! combien j'aimerai mieux
Te connaître, te sentir et t'éprouver.

Si tu étais l'annonciatrice
D'une autre force : le déchaînement des masses —
O tempête mugissante dans la nuit
Qui jamais, jamais ne me délivre !

L'autre force — le torrent populaire —
Je l'attends avec passion,
Je l'appelle, fou d'espérance;
Ah ! quand donc t'annonceras-tu ?

Combat pour la paix et pour la liberté
Tumultes des suprêmes batailles ?

Karl LIEBKNECHT.
(Prison de Luckau, Printemps 1917).

MARCEL OLLIVIER :
L'Enseignement de Rosa Luxembourg

CHARLES ALLEMAND :
Karl Liebknecht

HANS WOLF :
Rosa Luxembourg

DOCUMENTS INEDITS :
Karl et Rosa assassinés

Inédits de ROSA LUXEMBOURG :
Discours devant le Tribunal

ROSA LUXEMBOURG :
Lettres de Prison

JUAN LORENZO :
Casas Viejas ! Asturias !

MICHEL COLLINET :
Les Congrès de Fonctionnaires

AIME PATRI :
Plans et Programmes

A. GUASSON :
Années Maudites

Louis Chavance :
CINEMA

Henri Poulaille :
DISQUES

Marc Bernard :
JOURNAL D'UN HOMME DE 40 ANS
LE CARTEL HONTEUX J. C. ET J. P.
LES JEUNES DANS LA LUTTE
LE KRACH CITROEN
Une ignominie : LE PROCES COUTURET

Il y a 16 ans, Karl et Rosa furent lâchement assassinés.
Mais l'esprit de Spartacus qu'ils incarnèrent
est plus vivant que jamais.

KARL LIEBKNECHT

« La lutte politique exige un rude service analogue au service militaire de la guerre. De même que le soldat qui part à la guerre s'attend à la balle qui le tuera, tout socialiste qui se place sur le terrain de la lutte politique sait qu'il peut être détruit à chaque instant. Plus d'un reste sur la route, « un homme par-dessus bord... un autre prendra sa place ». déclarait Karl Liebknecht le 10 octobre 1907 à son premier procès de haute trahison, alors qu'il se voyait menacé de deux années de prison (il fut finalement condamné à un an et demi de forteresse). Toujours, quand il parle de lui-même et de sa mission, il emploie ces comparaisons avec la guerre. C'est ici que se reflète sa conception de la lutte de classes. Car, bien qu'étant le type du parlementaire prolétarien, et à une époque où les élections et l'agitation parlementaire remplissaient toute la vie politique, il prévoyait déjà la future bataille où il faudrait mettre en jeu sa vie même. Souvent, il disait qu'il devait travailler dans l'esprit de son père : Wilhelm Liebknecht, lui aussi inculpé de haute trahison en 1872, avait reconnu devant ses juges : « Je suis un soldat de la Révolution ».

Karl Liebknecht a vécu et est tombé comme un soldat de la Révolution. On n'a pas tort de l'appeler le chef né d'une avant-garde de cavalerie. Il en possédait les qualités et aussi les défauts : Joie de vivre, parce que c'est la lutte, poussée impétueuse en avant, toujours pour l'offensive, toujours derrière l'ennemi, mais difficile à retenir dans une prudente mesure. Il n'était ni théoricien ni stratège. Essayant d'approfondir le procès historique de l'humanité, il se perdait dans la complexité des faits. Mais il avait l'œil clair et infaillible pour les tâches immédiates, et pour juger les positions décisives de l'ennemi contre lesquelles il faut diriger l'attaque. C'est ainsi que la lutte contre le militarisme forme le point central de toute son activité politique, le militarisme, support principal du capitalisme qui tombera avec lui.

Karl Liebknecht est né le 13 août 1871, à Leipzig. C'est dans cette ville qu'il passa son enfance, tandis que son père était condamné à vivre dans le demi-exil à Borsdorf, petit village près de Leipzig, étant interdit de séjour dans une douzaine de grandes villes. Karl étudia le droit et suivit ensuite le chemin normal de ces fonctions publiques exigé en Allemagne pour pouvoir exercer la profession d'avocat. Pendant ce temps-là, il ne pouvait être actif que dans des cercles d'étudiants socialistes, mais il collabora naturellement au travail du parti, en contact étroit avec les dirigeants.

En 1898 enfin, la fonction publique prend fin, et la vie politique commence. D'abord on aurait dit qu'il allait suivre, dans le parti, la route sans obstacles préparée par son père. Il écrit, il milite et devient conseiller de la ville de Berlin. Mais bientôt il trouve sa voie : il devient le créateur du mouvement de la jeunesse socialiste en Allemagne. Non point qu'il fût encore jeune à ce moment-là — des hommes comme lui mûrissent, ils ne vieillissent pas. Il veut rassembler la jeunesse en un bloc compact dans les organisations ouvrières, car sans cette avant-garde, avec son enthousiasme et son impulsion révolutionnaire, le mouvement doit se perdre dans la vie quotidienne. Il lutte énergiquement contre toute tentative de livrer le mouvement de la jeunesse à la bureaucratie, qui la détournerait de la rude réalité en lui servant des gourmandises littéraires et autres. La jeunesse doit être politique, et se constituer en une organisation de lutte. C'est exactement ce que la jeunesse demandait, et malgré tous les Ebert, elle conservait son caractère révolutionnaire. Elle voyait en Karl Liebknecht son chef international et, dès le premier jour de la guerre, elle resta derrière lui et Spartacus.

LE ROLE DES JEUNES

Dans la conception de Liebknecht, la jeunesse avait, outre la lutte pour ses propres droits sociaux(une tâche particulière : la lutte contre le militarisme. Il la commença lui-même en 1903. En 1907, il résumait ses pensées dans un ouvrage sensationnel : *Militarisme et Antimilitarisme.* Son idée tactique n'était point de tourner le dos à l'armée, point le refus du service militaire. Au contraire. Les jeunes devaient aller à l'armée, mais en tant que socialistes, en antimilitaristes ; ils devaient être un levain qui minerait l'armée considérée comme moyen de répression contre le prolétariat. Une révolution n'était possible qu'à condition que cela réussisse. Mais qui, parmi les fonctionnaires et chefs du parti, pensait à la révolution? Ils créaient des obstacles à sa propagande antimilitariste et allaient jusqu'à renier ouvertement ses buts devant le Reichstag. Voilà pourquoi il ne put réaliser ses idées que dans des proportions infimes jusqu'à la déclaration de guerre. Le militarisme reconnut vite le danger menaçant, et intenta à Liebknecht ce procès de haute trahison qui devait l'arracher à la lutte pour un an et demi, tout en l'amenant à la direction de l'aile gauche du parti.

Durant sa détention, il fut élu, en 1902, député du Landtag prussien. En 1912, il entra au Reichstag. De là, surtout, il menait sans cesse la lutte contre le militarisme, la politique d'armements, et la corruption internationale des marchands de canons. En 1913, alarmant le monde entier, il dévoila un scandale inouï dans lequel était compromis le fabricant de canons Krupp, idole nationale de tout Allemand.

DU 1905 RUSSE A LA GUERRE

En 1904, il défendait les inculpés bolchevistes dans le fameux procès de Königsberg, provoqué par le gouvernement allemand par complaisance, envers le tsar sanglant. Ce procès devenait une fanfare pour la révolution russe naissante. Liebknecht n'agissait ici pas seulement comme avocat, mais comme compagnon de lutte des révolutionnaires russes. Il avait lui-même participé dans une large mesure à l'organisation de la contrebande d'écrits qui faisait l'objet du procès. L'extrême-gauche de la social-démocratie allemande était fortement influencée par le mouvement russe. Rosa Luxembourg était prédestinée à son rôle révolutionnaire dans la classe ouvrière allemande, justement parce qu'elle travaillait en même temps dans le mouvement russe. Clara Zetkin a été gagnée au mouvement social par des émigrés russes. Parvus et Karl Radek avaient une grande part dans la formation de cette aile révolutionnaire. Et Liebknecht sentait dans les Russes son propre esprit révolutionnaire. Il était leur homme de confiance, il vivait parmi eux et rendait à leurs luttes des services inestimables.

Quand la guerre éclata, Liebknecht devint l'incarnation de la lutte contre la guerre. Lè 4 août, il était parmi les quatorze sociaux - démocrates qui étaient contre les crédits de guerre. Au Reichstag, il votait pour, avec tous les autres; comme un bon soldat, il respectait la discipline. Mais, on devait bien vite s'apercevoir qu'il ne s'agissait pas d'une confusion momentanée, mais que le parti entier avait déserté chez l'ennemi. Dès lors, il fallait .redresser le drapeau tombé dans la boue sanglante.

SEUL CONTRE TOUS

Le 2 décembre, Liebknecht votait seul contre les crédits militaires : *Comme protestation contre la guerre, ses responsables et régisseurs, contre la politique capitaliste qui la poursuit, contre les buts de guerre capitalistes, contre les plans d'annexion, contre la dictature militaire, contre le manquement envers leurs devoirs sociaux et politiques dont le gouvernement et les classes gouvernantes se rendent coupables... je refuse les crédits demandés.*

Il ne s'était pas mis lui-même dans cette situation particulière. Il avait lutté pour chacun de ceux qui, auparavant, lui avaient promis d'oser ce geste. Ils l'abandonnaient tous. Le voilà : Lui seul contre le Parlement hurlant, tout seul contre la puissante machine de guerre, tout seul contre une foule de millions d'êtres grisés d'enthousiasme guerrier. Il devait en être ainsi. Seul, il devint le symbole d'une entreprise plus que téméraire. Contre un monde hérissé d'armes et avide de sang, une Conscience, un Devoir, une Volonté.

« *Lutte des classes contre la guerre!* » « *Plutôt l'insurrection que la guerre!* » Tels étaient les mots d'ordres qu'il criait de la tribune du Parlement, dans les tracts, dans les lettres de Spartacus, dans le tonnerre des canons. Méprisé et trahi par les camarades d'hier, les « *Ewig Gestrigen* », il était là avec un petit groupe de révolutionnaires, avec la jeunesse, avec l'avenir. Sa volonté et sa conviction étaient inébranlables. Il se disait lui-même « implacable » et irréconciliable. Sans cesse il attaqua le front guerrier. Et celui-ci commença à céder. Le nombre des lutteurs s'agrandit autour de lui. Déjà à Braunschweig,la jeunesse, sa jeunesse, obtint une première victoire par l'arme de la grève. Sa parole se répand hors de l'Allemagne, par-dessus les tranchées. Barbusse en témoigne dans son livre *Le Feu :* « Le nom de Liebknecht était devenu le cri de lutte partout où des millions étaient traînés à l'abattoir humain ».

Le 1er mai 1916, Liebknecht, qu'on a forcé d'être soldat, marche à la tête de milliers de manifestants dans le cœur de Berlin. On l'arrête, on le mène devant le tribunal de guerre. Il est inculpé de haute trahison et la peine capitale le menace. Mais il conduit son procès comme s'il n'y jouait aucun rôle. C'est lui l'accusateur. C'est le procès contre le crime de la guerre. Il bombarde le tribunal d'accusations dans lesquelles il dévoile les origines et buts de la guerre, l'inhumanité de la guerre. Ces écrits arrivent à franchir la porte de sa cellule. On les recueille dans le livre *Klassenkampf gegen den Krieg* (Lutte de classe contre la guerre) et les paroles de Liebknecht vont illégalement aux masses. Devant le tribunal, il déclare fièrement à ses juges : « *Jamais un général n'a porté plus dignement son uniforme, que je ne porterai mon vêtement de prisonnier* ». Il est jugé en juillet 1916 : Deux années et demie de prison. Des centaines de milliers d'ouvriers répondent par la première grande vague de grève qui passe sur l'Allemagne pendant la guerre. Le tribunal supérieur, en novembre 1916, porte sa peine à quatre années de prison.

La prison l'isole des masses et de la lutte. Mais il prête l'oreille à chaque bruit qui vient de l'extérieur. Il est tranquille, car les grains qu'il a semés poussent. Il acclame chaleureusement la révolution russe, il la vit et réfléchit à tous les problèmes qu'elle pose. Ce sont les problèmes de la future révolution allemande, de la révolution mondiale.

LA DERNIERE JOURNEE

Le 23 octobre 1918, le gouvernement du prince Max de Bade fait une concession à la classe ouvrière. Il libère Liebknecht. Il le remercie en se mettant à la préparation de la révolution allemande, tout de suite après sa rentrée triomphale dans Berlin. Depuis cette heure, le laps de temps qui lui restait à vivre n'est qu'une seule journée de travail révolutionnaire. Il ramasse les forces révolutionnaires. Il pousse à l'action. Les organes responsables chancellent entre vouloir et agir. Mais la révolution éclate, partant des masses elles-mêmes. Quand il n'est pas appelé à des entretiens importants, il se trouve dans la masse. Il va de caserne en caserne, d'usine en usine. Il explique les buts de la révolution, il dévoile les crimes des socialistes du Kaiser et montre le chemin de la contrerévolution qu'ils vont prendre. Il appelle à l'action, saisit et gagne des masses de Berlin, qui reconnaissent en lui leur chef. Le bloc uni de la contrerévolution reconnait en lui et Rosa ses plus dangereux ennemis. On promet des primes à son meurtrier. Liebknecht n'en a cure. Souvent il est en danger de mort. Il est prêt à se sacrifier, pourvu que le mouvement avance. En avant! En avant!

Telle est sa volonté d'action qu'il surestime ses forces, il confond la bataille dans laquelle on l'engage en janvier avec la lutte définitive à la conquête du pouvoir. L'avertissement de Rosa vient trop tard. Les buts partiels accessibles sont laissés de côté, et la conduite révolutionnaire se paralyse devant le poids immense de la tâche.

La classe ouvrière de Berlin est battue et décapitée. Liebknecht tombe avec la compagne de ses luttes, Rosa Luxembourg. Lui, qui n'a jamais reculé est assassiné, ligoté, « en fuite ». Avec lui tomba la plus forte manifestation de la volonté révolutionnaire, l'incarnation du mouvement spartakiste. Son âme se reflète dans ses dernières paroles au prolétariat luttant :

Car Spartacus, cela signifie feu et esprit, cela signifie âme sœur, cela signifie volonté et action, révolution du prolétariat !

Et Spartacus, cela signifie toute la misère et toute l'aspiration vers le bonheur, toute la conscience de classe du prolétariat et toute son audace à la lutte. Car Spartacus, cela signifie socialisme et révolution mondiale !

En souscription

ROSA LUXEMBOURG

L'accumulation du Capital

et

Réponse aux critiques

Traduction de MARCEL OLLIVIER

4 Vol. in 16 Jésus — Prix de souscription 30 frs

ROSA LUXEMBOURG

par Hans Wolf

Après la mort d'Engels, le marxisme semblait se perdre dans une vie faible d'épigones, où l'on répétait les paroles des grands maîtres, sans pénétrer dans leur véritable esprit. En Allemagne, Karl Kautsky était considéré comme le pape des marxistes. On aurait pu s'apercevoir déjà à ce moment-là qu'il avait adopté de la philosophie marxiste seulement certains éléments qui permettaient d'expliquer les phénomènes sociaux de cette époque. Kautsky ne saisissait jamais le véritable élément révolutionnaire du marxisme, et ceci le mettait peu à peu en opposition ouverte à la révolution. Bebel, l'homme des masses, avait forgé à la classe ouvrière l'arme du parlementarisme prolétarien, mais il commençait déjà à être prisonnier de cette forme de lutte.

Jules Guesde avait des mérites exceptionnels auprès du prolétariat français comme initiateur du socialisme scientifique. Mais il était trop étroit et trop dogmatique dans sa tactique, et par son tempérament impétueux, Jaurès lui arracha la conduite du mouvement social. Pleckanow, qui avait compris le mieux, dans cette époque, la philosophie marxiste, était tellement sceptique et aristocratique de sa nature qu'il pouvait bien être le dictateur d'un groupe, mais non pas le chef entraînant d'un parti. En Autriche, Victor Adler conduisait avec beaucoup d'habileté le bateau du parti à travers les bas fonds et les rochers. Il développa l'art de la manœuvre à la perfection, jusqu'à ce que celle-ci devint l'essence de sa propre politique et de celle de ses successeurs. C'étaient eux les plus forts représentants du marxisme de 1890 à 1900, chacun dévoué à la cause prolétarienne, chacun avec ses qualités, pourvu des capacités nécessaires pour un chef pendant un temps d'armistice relatif dans la lutte des classes, mais aucun n'était doué du regard clairvoyant pour l'avenir, aucun n'était capable d'être stratège de la lutte des classes ouverte.

A ce moment justement, une étoile de première grandeur naissait. Dans les discours et écrits se complétaient l'éloquence et le feu d'un Jaurès, d'un Bebel, avec une connaissance scientifique dominée de si haut que le plus simple des ouvriers pouvait la comprendre. Chaque question du jour était mise en rapport avec le développement de la vie de la société. Exposée ainsi, on comprenait, par les mouvements de surface, l'action des grandes forces déterminantes de l'histoire. Le rideau qui nous cache l'avenir était enlevé, et les contemporains vivant leur vie paisible pouvaient contempler le grand tremblement de terre social dans lequel nous nous trouvons actuellement. Chaque parole respirait l'attachement à la masse exploitée, la conscience de la haute responsabilité devant l'histoire, et la sereine disposition à la lutte.

C'était une jeune femme, qui expliquait, enseignait, appelait, enflammait, qui avec sa logique implacable et son esprit mordant excitait la rage impuissante de ses adversaires, et conquit les masses : Rosa Luxembourg. Quelle tête pleine d'expression ! Dans les traits bien marqués, volonté et génie. La bouche exprime tous les mouvements d'une âme tendre et profonde, la compassion avec tout être humilié, l'obstination contre les puissants et le mépris de tous les caractères veules, qui servaient de préférence de but aux flèches de son ironie. Sur le front, la marque du génie. Et les yeux, ces yeux foncés, ardents, dominent tout le visage. Ce sont eux qu'on voit quand elle parle, ils rayonnent de bonté, de clairvoyance, d'esprit, un étrange mélange de mélancolie et de joyeuse activité dans la vie, d'audace et de volonté indomptable à agir. Ses mots d'ordre étaient : « Je regrette chaque heure qui ne porte pas le harnais » et « il faut vivre comme une bougie qui brûle des deux bouts ».

PREMIERES ARMES

L'oppression, qui détermina la carrière de lutteuse de Rosa Luxembourg, était de triple nature : la persécution de sa race juive, l'esclavage du peuple polonais, et la pression terrible du tsarisme sur les ouvriers et paysans russes. Elle devenait forcément révolutionnaire marxiste, car son indomptable volonté ne craignait aucune conséquence et ne tolérait pas des demi-vérités.

Rosa Luxembourg est née le 5 mars 1871 à Samost, petite ville p naise. Sa famille petite-

bourgeoise, avait une culture très élevée, nourrie par les richesses de la littérature classique mondiale. Etant élève à Varsovie, elle entre déjà dans le mouvement révolutionnaire — dans le parti « Proletariat » où les traditions de Narodnaja Wolja (les grands terroristes russes des années 70 et 80) se complétaient de nouvelles connaissances marxistes. Son maître était Kapczak, le chef de cette organisation à Varsovie qui devint plus tard son aide. (Kapczak mourut en 1905, pendu en martyr de la révolution). A seize ans, Rosa était persécutée par l'Ochrana et s'enfuit en Suisse. A Zurich, elle étudia la philosophie et l'économie politique. Les professeurs étaient fiers de cette élève géniale, mais ils la craignaient en même temps, car elle leur devint bientôt supérieure et leur dévoilait malicieusement et sans pitié leur étroitesse professorale. Elle vivait parmi des socialistes allemands et polonais, et fréquentait entre autres Julien Marchlewski-Karski, qui joua plus tard un grand rôle dans le mouvement ouvrier allemand, et pendant la révolution russe. Elle conclut une communauté de vie et de lutte avec Leo Jogiches. Jogiches était une des plus fortes natures de chef du mouvement social, mais à peine connu dans l'Internationale, car il menait une vie presque monacale de conspirateur. Il était un excellent organisateur et éducateur de révolutionnaires, il était clairvoyant, possédait de grandes connaissances et une volonté indomptable. Les deux se sont influencés et développés mutuellement dans leur activité. Dans un certain sens, on peut dire d'eux qu'elle était la pensée, et lui le poing.

LE MARXISME VIVANT

Les deux considéraient comme principale tâche la création d'un mouvement purement marxiste en Pologne. En 1893, ils fondaient le parti socialdémocrate de Pologne et Lithuanie. Ici déjà, on pouvait remarquer que Rosa ne se servait pas du marxisme à la manière des épigones, mais qu'elle le dominait. Dans sa thèse doctorale traitant « le développement industriel de Pologne », elle étudiait à fond les relations sociales en Pologne et établissait que le rôle de la Pologne comme gardien protégeant la Russie contre la révolution bourgeoise ouest-européenne était terminé. L'idée de la libération nationale de la Pologne était donc reléguée à l'arrière-plan, elle ne pouvait plus contenir qu'un mouvement restant les voies petites-bourgeoises. La principale tâche stratégique était la liaison étroite du prolétariat polonais avec le prolétariat russe. Ceci signifiait la rupture avec une vieille tradition de la politique marxiste, rupture qui déclencha une forte lutte, non seulement avec le parti socialiste polonais nationaliste (PPS), mais aussi avec de notables chefs de l'internationale, notamment le vieux Liebknecht.

En 1894/95, Rose Luxembourg vécut à Paris. Dans cette ville, elle entra en relations avec es chefs des diverses fractions lu mouvement ouvrier français. Elle se lia étroitement à Edouard Vaillant, le chef des blanquises : Elle a toujours combattu Jaurès à cause de sa politique réformiste. Mais, occasionnellement, elle disait de lui : « Bien qu'on puisse être un ennemi déclaré de ses idées et actes politiques, il nous charme toujours en tant qu'homme et lutteur ».

REFORME OU REVOLUTION ?

En 1896, elle était en Allemagne. Bientôt, elle se trouvait à la première place, non seulement dans ce pays, mais aussi dans l'Internationale, et reconnue comme théoricienne. C'était le moment où la lutte du marxisme contre le réformisme commençait. Elle menait le front marxiste dans cette lutte. Son livre, « Réforme ou Révolution », consacré à la réfutation des idées de Bernstein, est devenu un manuel de tactique révolutionnaire. On est surpris de trouver résolu dans cet ouvrage des problèmes qui nous paraissent tout neufs. Elle était depuis Marx et Engels le premier chef international. Elle était aussi à la tête du parti polonais et coordonnait la politique de la socialdémocratie allemande; elle exerçait une grande influence sur le parti russe et prenait position dans la politique d'autres pays. Personne n'a analysé aussi profondément la malencontreuse politique de coalition de Millerand. Elle a tiré des enseignements de ces expériences qui, s'ils avaient été considérés, auraient changé la face des événements en Allemagne.

Survint la révolution russe de 1905. Rosa Luxembourg était gravement malade. Leo Jogiches, et ses autres amis, s'opposèrent énergiquement à ce qu'elle prenne part à la lutte, directement. Mais elle insista, un chef doit être sur le champ de bataille. Aussitôt remise, et capable d'entreprendre seule le voyage, elle se jeta dans le tourbillon. Les travaux dans lesquels elle traite cette révolution, analysait la tactique dans les différentes phases, et la question du gouvernement révolutionnaire et de la dictature, malheureusement, n'existe qu'en langue polonaise.

En février 1906, elle est arrêtée et emprisonnée au redouté F. Pavillon de la forteresse de Varsovie. La mort la menaçait. Pourtant, les lettres qu'elle passait en fraude en dehors de la prison, respirent la joie de vivre, puisée dans l'atmosphère de la révolution qui pénétrait même dans le cachot.

GREVES DE MASSES

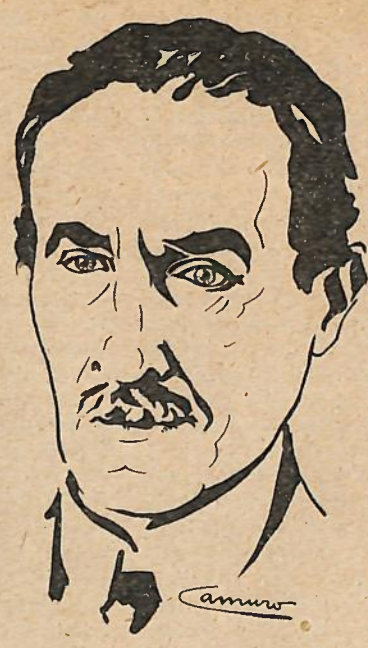
On réussit à la libérer et à l'arracher à la pendaison ou aux travaux forcés en Sibérie. En automne 1906, elle est de nouveau en Allemagne, profondément déçue sur le niveau lamentable de la politique socialdémocrate en Europe occidentale. Elle se sent comme un poisson jeté sur le sable par les vagues d'une mer agitée par la tempête. Elle entreprend de rendre fructueux au mouvement ouvrier, les enseignements de la révolution russe. Elle a en vue les buts pratiques. Comprenant que la situation allemande allait vers d'intenses luttes de classes, elle choisit des expériences russes un moyen de lutte qui devrait jouer un rôle prédominant dans l'Ouest : La grève politique des masses. En cette dernière, elle voyait la méthode de lutte dans laquelle mûrit la classe ouvrière pour le combat décisif, la révolte. Dans sa brochure « Grève de masses, Parti et Syndicats », elle donne un tableau vivant des grèves géantes, qui passaient sur la Russie et secouaient les bases du tsarisme. Elle en tirait les leçons qui permettaient, en Europe occidentale de mobiliser la classe ouvrière et de créer cette situation de haute tension dans laquelle la grève des masses devient possible.

Rosa voyait mûrir les conditions pour la grève des masses dans la lutte pour le droit de vote en Prusse (1910), la plus grande action politique d'avant-guerre de la classe ouvrière allemande.

Malgré l'opposition énergique de Rosa, les chefs du parti ordonnaient la cessation de l'action, lorsque celle-ci commença à prendre des formes révolutionnaires.

CONTRE L'IMPERIALISME

Pendant les années 1906-1914, Rosa Luxembourg voyait sa tâche principale dans la lutte contre l'impérialisme, le militarisme et le danger de guerre. Ici, de même il s'agissait de créer des conceptions claires dans la socialdémocratie. Elle démasquait et ironisait impitoyablement les tendances qui s'acheminaient déjà avant la guerre, non seulement en Allemagne vers une entente avec la politique impérialiste. En même temps elle réfutait vigoureuse-



Léo Joguiches

ment les tentatives d'opérer contre la guerre avec des moyens pacifistes inefficaces, au lieu de mobiliser la classe ouvrière. Ceci provoquait la rupture dans l'ancienne aile gauche. La majeure partie, guidée par Kautsky, cherchait à détourner le danger croissant, en se rapprochant davantage de la politique réformiste. Derrière Rosa Luxembourg, Clara Zetkin, Franz Mehring, Karl Liebknecht, se formait le groupe des radicaux de gauche, duquel naquit pendant la guerre le groupe de Spartacus.

Rosa Luxembourg traite dans son ouvrage principal, « L'Accumulation du Capital » paru en 1913, l'important problème de l'origine de la politique impérialiste. La théorie, suivant laquelle le capitalisme doit succomber quand un élargissement de son champ d'action correspondant à l'évolution des forces de production n'est plus possible, a été vivement attaquée par des théoriciens marxistes. On doit reconnaître, en effet, qu'elle a commis quelques fautes dans ses déductions. Mais dans l'essentiel, elle a sans doute raison, et la décomposition actuelle du capitalisme signifie pour Rosa Luxembourg une confirmation aussi terrible que grandiose.

GUERRE — PRISON

REVOLUTION

L'éclatement de la guerre mondiale n'était pas une surprise pour Rosa Luxembourg. Mais la terrible victoire de la barbarie, le fait de voir sombrer la classe ouvrière dans le nationalisme, et le honteux virement de la socialdémocratie dans le front de guerre la touchaient profondément. Souvent elle disait : « Le crime et la honte ont pris de telles dimensions que toute réaction sentimentale se dérobe, comme devant une catastrophe naturelle et que s'impose seulement l'examen calme des causes et l'organisation de la résistance ». Déjà le 4 août, le Parlement avait unanimement voté les crédits de guerre, les premiers camarades de combat se rassemblent au domicile de Rosa Luxembourg, et décident d'engager la lutte. Une poignée d'hommes contre la folie de toute une nation !

Suivent ces tracts accusateurs, provocants, puis les lettres de Spartacus, témoins de la reconnaissance profonde et du grand courage, saisissant plus et plus les masses des grandes villes et aboutissant à des grandes manifestations contre la guerre. Rosa ne tient pas longtemps les rênes du mouvement spartakiste. De février 1915 à février 1916, une année de prison l'arrache à la lutte contre le militarisme. Et après quelques mois de liberté, le plus redoutable ennemi est à nouveau jeté en prison, cette fois jusqu'à sa libération par la révolution de 1918. On peut l'isoler du militarisme direct, mais on ne peut étouffer sa voix. Dans sa cellule, elle rédige des appels, feuille pour feuille elle passe en fraude la « Junius brochure », le plus grand écrit révolutionnaire né de la guerre mondiale et un des plus magnifiques documents de l'humanité.

Les grains qu'elle avait semés poussaient. La classe ouvrière se souleva contre la guerre et le capitalisme, le peuple allemand faisait ses premiers pas révolutionnaires. Il ouvrit à Rosa Luxembourg la porte de la prison. La détention avait affaibli ses forces, mais la révolution la ranima. Encore, elle se trouvait à la tête du mouvement. Guidée par la science marxiste, la prudence et l'expérience et le feu de son indestructible jeunesse, elle enseigna, expliqua, accusa et excita les masses dans ses immortels articles qui parurent chaque jour dans la « Rote Fahne ». Comme une torche brûlante et éclairante, elle marchait devant le mouvement qui voulait transformer une demi-révolution en révolution entière. Elle ne devait pas y réussir. Bien que suivie par des dizaines de milliers, les masses comprenaient trop lentement.

La contrerévolution savait qu'elle n'avait pas de temps à perdre. Elle agissait vite, avec cruauté du tigre, et avec la lâche bestialité du chacal. Le 15 janvier 1919, le coup de crosse du fusil d'un mercenaire bestialisé détruisit la boîte crânienne de celle qui fut avec Lénine la tête la plus géniale que le mouvement ouvrier moderne ait produit. Avec des milliers et des milliers de prolétaires tombés, Rosa Luxembourg scellait côte à côte avec Karl Liebknecht sa fidélité envers la classe ouvrière.

Hans Wolf.

Discours devant le Tribunal

En 1914, Rosa Luxembourg fut traduite devant le tribunal de Francfort sous l'inculpation d'excitation de militaires à la désobéissance ». Elle y prononça le discours que l'on va lire. Le tribunal la condamna à un an de prison.

Dans le réquisitoire prononcé aujourd'hui par M. le procureur comme dans l'acte d'accusation, ce qui joue le rôle principal, ce n'est pas tant les déclarations qui me sont reprochées que la façon dont on les interprête et le sens qu'on leur attribue. A plusieurs reprises et avec la plus grande insistance, M. le procureur a souligné quelles étaient selon lui mes intentions véritables au moment où je faisais les déclarations en question. Eh bien, pour ce qui est de ce côté psychologique de mon discours, pour ce qui est de ma conscience même, personne n'est mieux à même que moi d'apporter tous les renseignements utiles.

Et je veux vous le dire tout de suite : je suis tout à fait disposée à donner à M. le procureur tous les renseignements qu'il désire, ainsi qu'à vous, Messieurs les jurés. Pour en venir tout de suite à la chose principale, je tiens à déclarer que ce que M. le procureur, s'appuyant sur les dispositions de ses témoins à charge, a présenté comme étant mes idées, mes intentions et mes sentiments, n'est qu'une caricature tout à fait plate, tant de mes discours que des idées de la social-démocratie. En écoutant tout à l'heure le procureur, je ne pouvais m'empêcher de rire intérieurement et de penser : voici de nouveau un exemple classique qui montre à quel point la culture purement formelle est insuffisante pour comprendre les idées social-démocrates dans toute leur complexité, leur finesse scientifique et leur profondeur historique, lorsque les intérêts de la classe à laquelle on appartient s'y opposent. Si vous aviez interrogé, Messieurs les juges, l'ouvrier le plus simple, le plus inculte, parmi les milliers de ceux qui ont assisté à mes réunions, il vous aurait donné une tout autre idée de mes déclarations. Oui, les hommes et les femmes les plus simples du peuple travailleur sont capables de s'assimiler nos idées, lesquelles, dans le cerveau d'un procureur prussien, prennent un aspect tout à fait caricatural, comme reflétées par un miroir déformateur. C'est ce que je vais prouver maintenant à l'aide de quelques exemples.

M. le procureur a répété à différentes reprises qu'avant de faire la déclaration incriminée, qui constituait, paraît-il, le point culminant de mon discours, je me suis livrée à des « excitations inouïes ». A cela, je réponds : M. le procureur, nous, social-démocrates, nous ne nous livrons à aucune espèce d'excitation ! Que signifie, en effet, se livrer à des excitations ? Ai-je dit à ceux qui m'écoutaient : si vous allez faire la guerre à l'étranger en Chine, par exemple, frappez de telle sorte qu'aucun Chinois n'osera plus, un siècle après, regarder un Allemand de travers ? Si j'avais dit cela, alors certainement c'eût été une excitation de ma part. Ou me suis-je efforcée d'inculquer aux masses les préjugés nationaux, de leur insuffler le chauvinisme, le mépris et la haine des autres races et des autres peuples ? Cela, assurément, c'eût été une excitation de ma part.

Mais ce n'est pas ainsi que j'ai parlé et que parle un social-démocrate conscient. Ce que j'ai fait dans ces réunions à Francfort, et que nous autres social-démocrates faisons toujours par la parole et par l'écrit, ç'a été uniquement de développer l'éducation des masses, de leur faire comprendre leurs intérêts de classe et leurs tâches historiques, de leur montrer les grandes lignes du développement, les tendances des transformations économiques, politiques et sociales, qui se poursuivent au sein de la société actuelle, et qui mènent avec une nécessité de fer à ce résultat qu'à un certain niveau du développement l'ordre social existant doit être renversé et remplacé par une société socialiste supérieure. C'est ainsi que nous menons notre agitation, que, grâce à l'effet anoblissant des perspectives historiques sur le terrain desquelles nous nous plaçons, nous élevons peu à peu le niveau moral des masses. C'est de ces mêmes grands points de vue — parce que chez nous, social-démocrates, tout se subordonne à une conception du monde harmonique, systématique, appuyée sur une base scientifique solide — nous menons également notre agitation contre la guerre et le militarisme. Et si M. le procureur, avec ses malheureux témoins à charge, considère tout cela comme un simple travail d'excitation, le caractère simpliste de cette conception est dû uniquement à son incapacité totale de s'assimiler les idées social-démocrates.

Ensuite, M. le procureur a fait allusion, à différentes reprises, à mes soi-disant excitations au « meurtre des supérieurs ». Les allusions masquées, mais compréhensibles pour chacun, à mes appels au meurtre des officiers doivent révéler tout particulièrement la noirceur de mon âme et le caractère extrêmement dangereux de mes intentions. Eh bien, je vous demande de croire, pour un instant à l'exactitude des propos qui me sont attribués. A la réflexion cependant, vous serez obligés de vous dire qu'ici — dans l'effort louable de me peindre sous les couleurs les plus noires — le procureur a fait complètement fausse route, car quand et contre quels « supérieurs » ai-je appelé au meurtre ? L'acte d'accusation même prétend que j'ai préconisé l'introduction du système des milices en Allemagne, que j'ai déclaré que la chose essentielle dans ce système était l'obligation de laisser aux hommes — comme cela se fait en Suisse — leur fusil à la maison.

Et c'est à cela — remarquez-le bien : à cela — que j'aurai lié l'indication que le fusil pourrait très bien partir dans une direction tout autre que ne le souhaitent les dirigeants. C'est donc clair : M. le procureur m'accuse d'avoir excité au meurtre, non contre les supérieurs du système militaire allemand actuel, mais... contre ceux des futures armées de milices allemandes ! On nous reproche violemment notre propagande en faveur du système des milices et l'acte d'accusation me l'impute même à crime.

Et en même temps le procureur se sent tenu de protéger la vie, menacée par moi, des officiers de ce système de milices qu'il combat. Un pas de plus, et M. le procureur, dans l'ardeur de la lutte, m'accusera d'avoir excité à des attentats contre le président de la future république allemande.

Mais qu'ai-je dit en réalité à propos du « meurtre des supérieurs » ? Quelque chose de tout à fait autre ! J'avais montré dans mon discours que les protagonistes officiels défendent le militarisme actuel en s'appuyant sur la soi-disant nécessité de la défense nationale. Si ce souci de la défense nationale, disais-je, était vraiment sincère, les classes dirigeantes ne devraient avoir rien de plus pressé que de réaliser la vieille revendication du programme social-démocrate, concernant l'introduction du système des milices. Car seul ce système permet d'assurer vraiment la défense du pays, étant donné que seul le peuple libre, qui marche, de sa propre initiative, à la bataille contre l'ennemi, constitue un rempart sûr et suffisant pour la liberté et l'indépendance de la patrie. Ce n'est qu'alors qu'on pourrait dire : Chère patrie, tu peux être tranquille ! Pourquoi donc, demandais-je, nos patriotes officiels ne veulent-ils pas entendre parler de ce seul système vraiment efficace ? Pour cette raison bien simple qu'en réalité, qu'il ne s'agit pas pour eux de défendre la patrie, mais de faire des guerres de conquêtes impérialistes, pour lesquelles, en effet, les armées de milices ne valent rien. Et ensuite, si les classes dirigeantes ont peur de laisser les armes entre les mains des travailleurs, c'est qu'elles craignent qu'elles ne partent dans une direction tout autre qu'elles ne le désirent.

Ainsi, ce que j'avais déclaré comme étant l'effet de la peur qu'éprouvent les classes dominantes, est interprété par le procureur, se basant sur les dépositions de ses témoins, comme un appel au meurtre auquel je me serai livré. Vous avez de nouveau ici une preuve qui montre quelle confusion crée dans son cerveau son incapacité absolue de suivre les idées de la social-démocratie.

Tout aussi fausse est l'affirmation, selon laquelle j'aurais recommandé l'exemple de l'armée coloniale hollandaise, où chaque soldat a le droit d'abattre le supérieur qui le maltraite. En réalité, j'ai parlé, à propos du militarisme et des mauvais traitements qu'on fait subir aux soldats, de notre chef inoubliable, Bebel, et montré que l'un des principaux chapitres de son activité a été sa lutte au Reichstag contre les brimades infligées aux soldats, à propos de quoi je citais comme exemple, d'après le compte-rendu sténographique des séances du Reichstag — et ce dernier n'est pas, que je sache, interdit par la loi — plusieurs discours de Bebel, entre autres, ses déclarations de 1893 au sujet de l'usage en question dans l'armée coloniale hollandaise. Vous voyez, Messieurs, qu'ici aussi M. le procureur s'est trompé, dans son zèle. Ce n'est pas contre moi, mais contre un autre, qu'il aurait dû dresser son accusation.

Défaitisme révolutionnaire

Mais j'en arrive au point principal de l'accusation, M.le procureur tire son affimration selon laquelle j'aurais dans la déclaration incriminée, conseillé aux soldats, en cas de guerre, contrairement aux ordres, de ne pas tirer sur l'ennemi, d'une déduction qui lui paraît d'une force démonstrative absolument convaincante et d'une logique irréfutable. Il raisonne de la manière suivante : étant donné que j'ai fait de l'agitation contre le militarisme, étant donné que je voulais empêcher la guerre, je ne pouvais manifestement avoir en vue d'autre moyen plus efficace que de dire aux soldats : Si l'on vous ordonne de tirer, ne tirez pas ! N'est-ce pas, Messieurs les juges, quelle conclusion convaincante, quelle logique irréfutable ! Et pourtant je me permets de vous dire : cette logique et cette conclusion découlent de la conception de M. le procureur, non pas de la mienne, non pas de celle de la social-démocratie. Ici je vous demande de bien vouloir me prêter une attention particulière. La conclusion selon laquelle le seul moyen efficace d'empêcher la guerre est de s'adresser directement aux soldats et de leur demander de ne pas tirer, cette conclusion n'est que l'autre aspect de cette conception d'après laquelle, aussi longtemps que le soldat obéit aux ordres de ses supérieurs, tout ira à merveille dans l'Etat, d'après laquelle, pour m'exprimer brièvement, la base du pouvoir d'Etat et du militarisme est l'obéissance passive du soldat. Cette conception de M. le procureur trouve également son complément harmonique, notamment, dans cette déclaration officielle du chef suprême des armées, à l'occasion de la réception du roi de Grèce, à Potsdam, le 6 novembre de l'année dernière, selon laquelle le succès des armées grecques prouve « que les principes défendus par notre état-major et nos troupes, appliqués d'une façon juste, garantissent toujours la victoire ». L'état-major, avec ses « principes », et le soldat, avec son obéissance passive, telles sont les bases de la conduite de la guerre et la garantie de la victoire. Eh bien, nous, social-démocrates, nous pensons autrement. Nous pensons que ce n'est pas l'armée, les « ordres » d'en haut et l'« obéissance » aveugle d'en bas qui décident de l'issue heureuse des guerres, mais bien la grande masse du peuple travailleur. Nous pensons que les guerres ne peuvent être menées qu'autant que la masse des travailleurs, ou bien y participe avec enthousiasme, parce qu'elle la considère comme juste et nécessaire, ou tout au moins la supporte avec patience. Si par contre la grande majorité du peuple travailleur arrive à la conviction — et éveiller cette conviction, cette conscience, est précisément la tâche que nous autres social-démocrates nous nous posons — si, dis-je, la majorité du peuple arrive à la conviction que les guerres sont des phénomènes barbares, d'une immoralité profonde, réactionnaires et contraires aux intérêts du peuple, alors elles deviendront impossibles, même si le soldat obéit encore aux ordres de ses supérieurs. D'après la conception du procureur, c'est l'armée qui fait la guerre, d'après la nôtre, c'est le peuple tout entier. C'est lui qui décide si les guerres ont lieu ou non. C'est la masse des travailleurs, hommes et femmes, vieux et jeunes, qui décide de l'existence du militarisme actuel, et non pas la petite partie de ce peuple, qui porte l'uniforme du roi.

Et j'ai, en même temps, en disant cela, une preuve classique que c'est en effet ma conception, la conception de mon parti.

Je suis par hasard en mesure de répondre à la question posée par le procureur de Francfort, à savoir à qui j'ai fait allusion lorsque j'ai déclaré : « nous ne faisons pas cela », par un discours prononcé par moi à Francfort. Le 17 avril 1910, j'ai parlé ici, au cirque Schumann, devant environ 6.000 personnes, sur la lutte électorale en Prusse — à cette époque, comme vous le savez, notre lutte avait atteint son point culminant — et je trouve dans le rapport sténographique de ce discours, page 15, le passage suivant :

« Chers auditeurs. Dans la lutte électorale actuelle, comme dans toutes les questions politiques importantes du progrès en Allemagne, nous ne devons compter que sur nous. Qui « nous » ? « Nous », ce sont les millions de prolétaires de Prusse et d'Allemagne. Oui, nous sommes plus qu'un simple chiffre, nous sommes les millions de ceux, grâce au travail desquels vit la société. Et il suffit que ce simple fait s'enracine dans la conscience des larges masses du prolétariat allemand pour que le moment vienne où on montrera en Prusse à la réaction dominante que le monde peut vivre sans junkers poméraniens et sans comtes catholiques, sans conseilers secrets et même sans procureurs, mais qu'il ne pourrait pas vivre vingt-quatre heures si les ouvriers se croisaient les bras. »

Vous voyez, j'explique ici nettement où nous voyons le pivot de la vie politique et du sort de la nation : dans la conscience, la volonté clairement formulée, dans la résolution de la grande masse travailleuse. Et c'est exactement de la même façon que nous considérons la question du militarisme. *Si la classe ouvrière en arrive à cette décision de ne pas tolérer des guerres, alors les guerres deviendront impossibles.*

Dans aucune des décisions de nos congrès, vous ne trouverez aucun appel aux soldats leur demandant de ne pas tirer. Et pourquoi ? Parce que nous avons peur des conséquences d'une telle agitation, des paragraphes du code pénal ? Nous serions en vérité de bien tristes figures si nous négligions, par peur des conséquences, quoi que ce soit de ce que nous considérons comme utile et nécessaire. Non ! si nous ne le faisons pas, c'est parce que nous nous disons : ceux qui portent « l'uniforme du roi » ne sont qu'une partie du peuple travailleur, et si ce dernier arrive à la compréhension nécessaire concernant le caractère néfaste et criminel des guerres, alors les soldats aussi comprendront d'eux-mêmes, sans aucun appel spécial de notre part, ce qu'ils auront à faire dans le cas donné.

Vous voyez, Messieurs, que notre agitation contre le militarisme n'est pas si pauvre et si simpliste que se l'imagine M. le procureur. Nous avons tant de moyens d'action et si variés : éducation de la jeunesse — et nous la poursuivons avec zèle et un succès constant, malgré toutes les difficultés qu'on nous oppose — propagande en faveur du système des milices, meetings de masse, démonstrations de rues... Regardez du côté de l'Italie. Comment les ouvriers conscients y ont-ils répondu à l'aventure guerrière en Tripolitaine ? Au moyen d'une grève en masse de démonstration qui a été réalisée d'une façon remarquable. Et comment a réagi la social-démocratie allemande ? Le 12 novembre, la classe ouvrière de Berlin a adopté dans 12 réunions une résolution félicitant les camarades italiens pour leur grève de masse.

Grève Générale

Oui, la grève de masse ! dit le procureur. C'est précisément ici qu'il croit m'avoir attrapée de nouveau à mon idée la plus dangereuse, la plus subversive. Le procureur a appuyé aujourd'hui tout particulièrement son accusation sur le fait de mon agitation en faveur de la grève de masse, à laquelle il liait les perspectives les plus effroyables d'une révolution violente, telles qu'elles ne peuvent exister que dans l'imagination d'un procureur prussien. M. le procureur, si je pouvais supposer chez vous la moindre capacité de comprendre les idées de la social-démocratie, une noble conception historique, je vous expliquerai ce que j'explique à mes auditeurs dans chaque meeting populaire, à savoir que les grèves de masse, en tant que représentant une certaine période du développement des conditions actuelles, ne sont pas plus « faites » qu'on ne « fait » les révolutions. Les grèves de masse sont une étape de la lutte de classes, à laquelle mène, avec la force d'une nécessité naturelle, notre développement actuel. Tout notre rôle, celui de la social-démocratie, en face d'elles, consiste à faire entrer dans la conscience de la classe ouvrière, la compréhension de cette tendance du développement, afin que les ouvriers soient à la hauteur de leurs tâches, en tant que masse populaire éduquée, disciplinée, mûre, résolue et vigoureuse.

Ici aussi, vous voyez, lorsque le procureur introduit dans l'accusation le spectre de la grève de masse, telle qu'il la comprend, c'est pour ses idées, et non pas pour les miennes, qu'il veut me frapper.

J'en terminerai ici. Je voudrais encore faire une remarque. M. le procureur a, dans son réquisitoire, accordé une grande attention à ma modeste personne. Il m'a présentée comme un grand danger pour la sécurité de l'ordre public, il n'a pas même craint de s'abaisser au niveau des feuilles boulevardières en m'appelant la « Rosa rouge ». Il a même été jusqu'à attaquer mon honneur personnel en exprimant le soupçon que je prendrai la fuite au cas où la peine proposée par lui serait acceptée par le tribunal. M. le procureur, je dédaigne pour ma part de répondre à vos attaques. Mais je veux vous dire une seule chose : vous ne connaissez pas la social-démocratie (Le Président, interrompant : « Nous ne pouvons pas écouter ici de discours politiques ! »). Rien que pendant l'année 1913, un grand nombre de vos collègues ont travaillé à la sueur de leur front à faire prononcer contre les rédacteurs de notre presse 60 mois de prison

L'Assassinat de Karl et de Rosa

Le 15 janvier 1919 furent tués les deux meilleurs chefs du prolétariat allemand. Karl Liebknecht, l'incarnation de l'action révolutionnaire, Rosa Luxembourg, le flambeau, la volonté et la pensée de la révolution.

Sur eux s'est concentrée toute la haine de la bourgeoisie et de ses serviteurs gagés. Depuis le premier jour de la révolution allemande, les calomnies pleuvaient sur les deux chefs du Spartakusbund. Les Stampfer et consorts donnaient le ton à toute la meute de la presse bourgeoise. En décembre commença la campagne de mort, par affiches, dans des réunions, parmi les troupes blanches. Ces deux têtes furent mises à prix. Derrière les différentes tentatives d'emprisonner Liebknecht et Luxembourg, l'assassinat les guettait. Toute une série d'organisations des mouchards lançaient des limiers sur leurs talons. Le conseil unicipal de Berlin entretint une telle centrale de mouchards et le gouvernement militaire sous la direction de Weismann fit de même pour la ligue antibolchevique. Sur l'origine de l'argent qui était aux mains de l'individu von Tyszka qui tenta à plusieurs reprises d'arrêter Liebknecht et qui participa à l'arrestation de Cedetour et de Meyer, le débat suivant se déroula devant *la commission d'enquête prussienne : Député Freymuth* (social-démocrate : avez-vous connaissance de ceci: le témoin Tyska a dit, lors de son interrogatoire, qu'un organisme militaire avait promis une grosse somme pour celui qui lui amènerait Liebknecht, ceci était large-

Ledebour

ment connu autour de lui. En tout cas c'était son opinion. Est-elle en accord avec les faits et savez-vous quelque chose là dessus ?

Témoin Gürgen (Mouchard : Non, j'en entends parler maintenant pour la première fois.

Député Freymuth : Où était-ce ?

Témoin Sürgen : C'est la soi-disant *Ligue des Assassins*, siégeant, *hélas* : aussi à Berlin. Il existe au N° 156 de la Uhlmstrasse une soi-disant Centrale Russe. Elle s'appelle aussi La Croix Rouge Russe, qui s'occupe en réalité du recrutement pour les troupes baltes, les avances Koltschak et von der Goltz. Si un allemand ou un russe y va, il est enrôlé et envoyé à « Karlsbad 5 et 29 ». Cette Centrale est en relations avec l'Union contre le Bolchevisme. Cette dernière qui, officiellement ne prétend que lutter par l'écrit et la parole contre le bolchevisme, cache ses succursales en Allemagne et à l'étranger sous le nom d'une maison de commerce. A Berlin elle s'appelle Bener et Altenburg, 34, Dorotheenshasse. Elle envoie des individus qui rédigent des rapports sur toute l'Allemagne. Ces entreprises sont financées par des barons russes, qui ont beaucoup d'argent et qui en dépensent beaucoup, des personnages connus que je ne voudrais pas nommer. Tyszka m'a raconté avant et pendant les arrestations qu'une filiale pareille lui a offert 20 et 25.000 marks. Il voulait les gagner tout seul. Il voulait être à tout prix à l'arrestation de Ledebour et Meyer.

La Ligue antibolcheviste obtenait également des fonds d'Etat de la part de la centrale de corruption « Heimtsdients ». Des centres de mouchardage ont été organisés pendant les luttes de janvier à l'Hôtel Eden et au régiment Reichstag. En partie, ils travaillaient ensemble : d'un côté Antibolcheviste et « Burgerrat » (Conseil des bourgeois), à l'Hôtel Eden, de l'autre côté la Kommandatur et le Régiment Reichstag. D'autre part, ils rivalisaient violemment. *Weismann* assurait évidemment la liaison entre les deux groupes. L'organisation de mouchardage du Régiment Reichstag s'appelait « Service auxiliaire du Parti socialiste 14e section ». Le groupe se composait de 14 agents avec le personnel auxiliaire nécessaire. Ils avaient également pour tâche « la mise hors d'état de nuire des personnages politiquement suspects ». Ils travaillaient d'après la consigne du lieutenant *Fischer* : Pourchasser les chefs jour et nuit, pour qu'ils n'arrivent pas à faire un travail d'organisation systématique. Ce sont eux qui ont arrêté *Paul Levi* dans les journées de janvier. D'après les rapports du groupe, le mouchard Kunberg s'est acquitté d'une commission dans l'affaire Liebknecht, le 13 janvier, dans l'Angsburgerstrasse. Une *Frau Ernst* (nom de guerre d'un mouchard) demandait en même temps une entrevue dans l'affaire Steglitz, 75 Bismarckstrasse. C'était le domicile de Liebknecht. L'entrevue eut lieu. Le 15 janvier, le jour de l'assassinat, le « Service auxiliaire » rédigeait le rapport suivant : « Ernst Mannheimerstrasse 53 va être arrêté à 3 heures pour la forme pour gagner la confiance de la famille ». Mannheimerstrasse 53 était l'adresse de l'appartement où, ce jour-là, Karl et Rosa ont été arrêtés. Ces quelques faits, extraits d'un matériel volumineux, montrent de quelle façon la section 14 du Service auxiliaire social-démocrate poursuivait Karl et Rosa. Les deux chefs seraient tombés dans leurs mains si la concurrence n'était pas intervenue. Mais en voilà davantage : Dans le Régiment Reichstag qui se trouvait sous commandement social-démocrate , (Baumeister Kuttner) les têtes de Karl et Rosa ont été mises à prix. Le même *Prinz*, qui a empêché l'arrestation par Tyszka de Karl et Rosa en décembre 1918, a fait là-dessus, dans un procès, des dépositions accablantes. Ce Prinz qui était également un garçon mal famé, affirmait qu'il avait eu connaissance d'un ordre d'assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, signé par Scheidemann et George Sklatz. Ce Sklatz, un ami capitaliste des chefs sociaux-démocrates, un autre Barmat, a intenté un procès en diffamation pour cela.

AUTRES DEPOSITIONS

Von Tyszka déposait : Le commandant du 2e régiment de la garde a offert ouvertement 10.000 marks et un passeport pour la Hollande qui assassinerait Liebknecht. La nuit du 9 à 10 décembre, il a reçu l'ordre d'un de ses supérieurs immédiats, d'arrêter et de fusiller Liebknecht et Luxembourg. Liebknecht aurait téléphoné à la Préfecture de police. C'est là-dessus que parut Prinz, qui était à ce moment le chef du service de sûreté et il a ramené Von Tyszka et ses hommes. Le témoin a été envoyé ensuite en vacances par *Wels*, après avoir obtenu 5.000 marks de lui. Plus tard, il a reçu un pli de l'officier de justice *Sachsenberg*, remis à lui par le gendre de *Scheidemann*. Tyszka interpréta cette lettre comme un ordre indirect d'assassinat. Le marchand de vins *Borchert* a mis son auto à sa disposition et il a envoyé des caisses entières de bouteilles. Une fois, *Borchert* demanda si la bande était déjà « zigouillée ».

Le témoin Gurgen (celui qui a arrêté Ledebour et Meyer) : La section du palais du Kronprinz s'appelait officiellement : « Service d'informations de la Kommandantur, Berlin ». On disait toujours aux gens de manière non officielle : « Tâchez d'avoir les chefs. Comment les avoir. Cela vous regarde ». On a reçu plusieurs fois l'ordre de tuer les Spartakistes et il y avait plusieurs centres qui s'en occupaient. Ces centres ont été fondés par des financiers. Il a été ordonné de procéder sans aucun égard. On n'a pas donné d'ordre écrit, par précaution. *Fischer* assurait quand même l'impunité. Parfois on a donné de l'argent aussi, en plus des ordres oraux. Toute personne qui jouait un rôle à cette époque, aurait dû être arrêtée et mise hors d'état de nuire. Questionné ensuite, le témoin avoue que le lieutenant Fischer assurait 100.000 marks pour qui tuerait Liebknecht.

Hermann Sonnenfeld a fait la connaissance de *Henck*, le gendre de Scheidemann, au début de janvier, au Reichstag. « Henck m'a plusieurs fois raconté que Scheidemann et Sklarz ont mis 100.000 marks sur la tête de Liebknecht et Luxembourg. »

Ernst Sonnenfeld était le caissier du Régiment Reichstag qui a été financé par Sklarz. Il dépose avoir obtenu de la part de *Henck* le mandat oral de payer 50.000 marks par tête aux hommes qui prouveront être les assassins de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Puisque cet ordre lui paraissait douteux, il est allé chez *Georg Sklarz* pour s'informer sur l'authenticité de l'ordre. Sklarz lui a demandé de quitter la pièce pour un instant, puis, après avoir téléphoné, il l'a rappelé de nouveau et lui a dit : « L'ordre est authentique ».

Otto Wels : Quand il a fait des remontrances à Tryszka pour l'arrestation de Liebknecht, celui-ci lui disait qu'il exécutait chaque ordre. Tyszha serait manifestement fou.

Le Comité d'instruction du Parlement a décidé de considérer Tyszka comme menteur chronique et de ne pas prendre note de ses dires. Le procureur constate que cela ne résulte pas du procès-verbal.

Lieutenant Fischer : On a remis de l'argent à Tyszka sans aucune formalité, pour automobiles et autres frais; quelques centaines de marks tous les deux ou trois jours. Au service d'information on disait : « Il faut que vous ayez ces gens-là ».

Le Dr. Rübell, avocat : Vous a-t-on dit: « La manière de faire vous regarde ».

Fischer : Cela peut être exact. L'argent arrivait par le Bürgerrat de Berlin. Le *consul Léon Simon* a mis de l'argent à la disposition de la Kommandantur par l'intermédiaire du Bürgerrat. Nous reçûmes seulement l'ordre d'arrêter les meneurs, et, au cas de résistance, de faire usage des armes.

Dr. Paul Levi : Quand j'arrivai avec Mme Luxembourg à l'imprimerie (on parle de l'aüaire de décembre 1918), elle était occupée par quelques hommes. Après 10 minutes environ parut Prinz avec son secrétaire; il se conduisait en grand seigneur. Je vis ensuite comment Prinz marchandait avec Tyszka; il s'agissait d'un ordre. Je crois me rappeler avoir vu une feuille blanche entre leurs mains. Prinz a libéré et ramené Liebknecht et Mme Luxembourg à leur domicile. Sur la question de Prinz, le témoin affirme, qu'à l'imprimerie Liebknecht parlait de la possibilité d'être fusillé. Je suis convaincu que Prinz agissait sur ordre. Vis-à-vis de Liebknecht il s'appuyait sur un mandat. Plus tard j'ai appris que Tyszka a téléphoné à un commandement militaire pendant l'occupation de l'imprimerie pour obtenir du renfort et il l'a aussi obtenu. Il m'a paru surprenant aussi que Prinz me racontât aussitôt après l'affaire avoir été désavoué en face de Tyszka par la Kommandantur. Je suis convaincu que tout cela n'était que les préludes des assassinats.

Le soldat Seidl : Au régiment Reichstag on parlait tout le temps des 100.000 marks.

Mlle Krüger, dactylo du régiment Reichstag, affirme que le fait de la mise à prix a été généralement su au régiment. Henck, le gendre de Scheidemann, a parlé avec plusieurs personnes de l'affaire.

Fellechner, conseiller de Kommandantur au 2e service d'informations, affirme qu'à cette époque on savait que Scheidemann avait mis à prix la tête de Liebknecht. Vers la fin de décembre il a attiré l'attention de Scheidemann là-dessus. C'est le lieutenant *Marx*, de la Kommandantur, qui a donné l'ordre à Tyszka d'arrêter Liebknecht.

Hesel était le chef de la 14e section au Reichstag et il avait beaucoup à faire avec la Chancellerie. Il avait à signer les ordres et mandats avec Henck, le gendre de Scheidemann et Baumeister. Il dépose: Il existait un ordre d'assassiner Liebknecht. Le prix a été promis aussi. Il n'existait rien d'écrit. Il a été dit : « Quiconque amènera Liebknecht et Luxembourg morts ou vifs aura 100.000 marks». L'argent était à notre disposition au Reichstag. Je pouvais obtenir autant d'argent sur ma signature que je voulais. Sonnenfeld était caissier et homme de confiance de Sklarz à cette époque. Il avait l'ordre de payer ce prix. L'Hôtel Eden a mis indépendamment de nous cent mille marks aussi.

C'était entre le 6 et le 14 janvier. En décembre déjà, on a entendu parler du prix. Henck n'a fait qu'affirmer qu'il existe un prix de 100.000 marks. Sonnenfeld avait l'ordre exprès de payer 50.000 marks par homme pour l'assassin de Liebknecht et Luxembourg.

L'officier Krasnik, du régiment Reichstag : Henck lui a dit personnellement qu'il y a un prix de 100.000 marks pour la tête de Liebknecht et Luxembourg. Quand un officier s'adressait à Henck, celui-ci disait : « Mais oui, adressez-vous à Sklarz ! » Partant de cet ordre indirect, Krasnik a donné ordre à ses hommes d'arrêter Liebknecht et de l'amener au Reichstag.

Fritz Henck, le gendre de Scheidemann: Je ne connais la légende du prix que par ouï-dire. Naturellement, j'ai pris part aux entretiens. Il est inexact que j'ai dit que Scheidemann a promis ce prix.

Le tribunal a condamné Prinz ensuite à six mois de prison pour faux. Mais il a constaté que Prinz n'a pas accusé Scheidemann de mauvaise foi. Les dépositions du gendre de Scheidemann sont réfutées par plusieurs témoins.

A toutes ces preuves nous en ajoutons encore une, un journal avec le titre suivant :

Volkswehr

Organe du corps auxiliaire de Berlin

N° 1.1919. Rédaction : Fritz Henck. — Reichstag, le 14 janvier.

Il s'y trouve, sous le titre « Décision du régiment », l'entrefilet suivant :

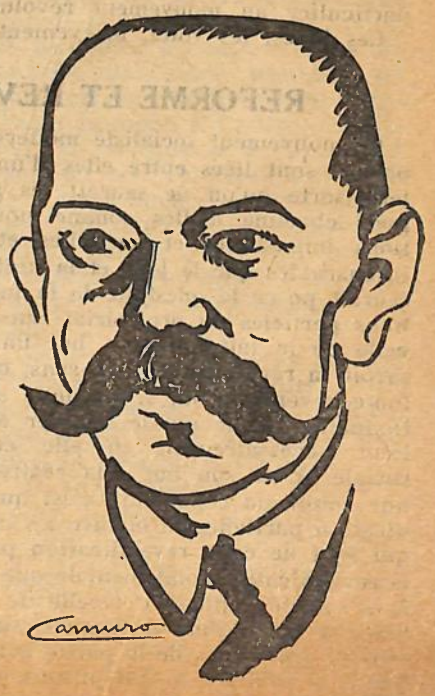
« Berlin, le 13 janvier.

« On craint que le gouvernement ne ralentisse ses poursuites contre les Spartakistes. Toutefois on affirme dans les milieux compétents que l'on ne se contentera nullement des résultats obtenus jusqu'ici et que l'on s'en prendra aux chefs du mouvement avec toute l'énergie nécessaire. La population de Berlin ne doit pas penser que les individus qui ont pu jusqu'ici échapper aux justiciers pourront jouir ailleurs des charmes d'une existence paisible. Les jours prochains montreront qu'eux aussi auront à faire à la justice. »

Cet avertissement ne respire-t-il pas une haine bestiale ? Ne voit-on pas le fauve se lècher les babines en évoquant le spectacle sanguinaire ? Et puis ce fut l'amère désillusion que l'on peut lire dans les vers trop connus que publiait le *Vorwaerts* dès le 15 janvier :

Des centaines, des centaines de cadavres [alignés...
Prolétaires !
Et Liebknecht, et Rosa, Radek et consorts.
Ils n'y sont pas ! Ils n'y sont pas !
Prolétaires !

Il s'agit d'un de ces procédés immondes qu'employait plus particulièrement le « Vorwaerts » pour induire les militants ouvriers en erreur. Dans d'innombrables articles, l'on proclamait que les chefs Spartakistes n'hésitaient pas à sacrifier les combattants prolétariens, tout en ne songeant qu'à leur propre sécurité. Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont fait leur devoir jusqu'au bout, sans hésiter devant le sacrifice de leur vie. Pendant toute cette période, Liebknecht passait tout son temps au Conseil exécutif révolutionnaire, parmi les manifestants, parmi les combattants. Il pensait à peine au sommeil et à la nourriture, et pas du tout au danger. Et pourtant ce n'était pas le danger qui manquait et souvent il frôla la mort de près. Jusqu'aux feuilles contre-révolutionnaires qui dûrent en apporter la preuve... Quant à Rosa, elle n'abandonna pas un instant le poste qui lui était confié, affrontant les mille difficultés de cette semaine décisive, pour éditer le journal des ouvriers en lutte : la « Rote Fahne ». Ce n'est que lorsqu'elle était appelée à prendre part aux travaux du Comité révolutionnaire qu'elle quittait la rédaction. Cette dernière se trouvait en plein milieu du champ de bataille et fut attaquée à plusieurs reprises. Hugo Eberlein, qui venait d'échapper aux maîtres de l'heure quelque temps après la prise de l'immeuble du *Vorwaerts*, ne trouva-t-il pas Rosa Luxembourg parmi les ouvriers, tout près de l'immeuble où venait de se jouer la partie décisive, et alors même qu'elle se savait pourchassée par les bandes meurtrières ? C'est à grand peine qu'il réussit à la convaincre de la nécessité de se mettre à l'abri. C'est à Neuköln que Karl et elle réussirent à trouver un refuge, mais le va-et-vient continuel des camarades eut tôt fait de donner l'éveil. Une famille amie les accueillit alors à Willmersdorf. C'est ici que furent rédigés leurs derniers appels. C'est ici que Rosa écrivit les lignes ver-



Eichhorn

geresses qui parurent sous le titre « *L'ordre règne à Berlin* ». C'est ici que Karl composa son dernier manifeste, « *Malgré tout* » (Trotz alledem), dans lequel il affirma sa foi dans la victoire finale. C'est ici, enfin, qu'ils furent arrêtés tous deux avec Wilhelm Pieck, au cours de l'après-midi du 15 janvier, pour être livrés à la camarilla assassine de l'Hôtel Eden.

Avant même que les prisonniers fussent arrivés au quartier général de l'Hôtel Eden, leur assassinat était décidé par les officiers, et toutes les mesures avaient été prises dans ce sens. Vers 23 heures, Karl Liebknecht fut conduit hors de l'Hôtel par une des issues de service. Le seuil de la porte était à peine franchi que des coups de matraque l'abattaient. Une voiture l'amena au Tiergarten. Son escorte comprenait le lieutenant Horst von Pflugk-Hartung, les lieutenants Liepmann, Von Rittgen, Stiege, Schulz et enfin le « chasseur » Friedrich. Devant un lac du Tiergarten la voiture s'arrêta sous prétexte d'une panne. Grièvement blessé, Liebknecht fut traîné hors de la voiture, amené dans un petit chemin écarté et froidement abattu. Ce fut le capitaine von Pflugk-Hartung qui fit feu le premier. Le cadavre de Liebknecht fut alors transporté dans un poste de secours aux blessés comme le cadavre d'un inconnu.

Un peu plus tard l'on fit faire à Rosa Luxembourg le même chemin. Devant l'entrée principale de l'hôtel, le chasseur Runge lui asséna deux coups de crosse. On l'amena inanimée dans une voiture qui attendait. Quelques officiers s'assirent à ses côtés. Un homme la frappa à la tête avec un instrument contondant, probablement une crosse de revolver. A peine la voiture avait-elle démarré que le lieutenant Vogel — c'est lui qui l'avait amenée hors de l'hôtel — tira une balle dans la tête de la demi-morte. Le cadavre fut jeté dans le Landwehrkanal, où il ne fut retrouvé que fin mai 1919.

Les assassins

---

en tout. Avez-vous entendu dire qu'aucun des coupables ait pris la fuite par peur de la punition ? Croyez-vous que ces condamnations aient amené un seul social-démocrate à osciller ou l'ont ébranlé dans l'accomplissement de son devoir ? Non, notre œuvre se moque de toutes les subtilités de vos paragraphes, elle croît et prospère en dépit de tous les procureurs !

Encore un mot pour terminer au sujet de cette attaque inqualifiable, qui retombe tout entière sur son auteur. Le procureur a dit textuellement — je l'ai noté — qu'il demandait mon arrestation immédiate, car « il serait incompréhensible que l'accusée ne prenne pas la fuite. « Cela signifie, en d'autres termes : si moi, procureur, j'avais à faire un an de prison, je prendrais la fuite. M. le procureur, je vous crois, vous prendriez la fuite. Mais un social-démocrate ne prend pas la fuite. Il accepte la responsabilité de ses actes et se rit de vos punitions.

Et maintenant, condamnez-moi !

(*Traduit de l'allemand par* Marcel Ollivier).

L'ENSEIGNEMENT DE ROSA LUXEMBOURG

Il y aura seize ans ces jours-ci que Rosa Luxembourg fut assassinée par des brutes galonnées à la solde du bourgreau Noske. Sa mort fut pour le prolétariat des pays d'Occident une perte irréparable. Il perdait en elle un théoricien au cerveau puissant — le plus puissant peut-être que le mouvement ouvrier ait possédé depuis Marx — un chef expérimenté, capable non seulement de diriger ses luttes, mais aussi d'apporter un contre-poids utile à l'influence de Lénine et des bolcheviks, dont sa disparition allait faire les guides exclusifs du prolétariat révolutionnaire. Ce qui ne devait pas aller — la suite des événements l'a surabondamment prouvé — sans de graves inconvénients.

Il n'est pas question de retracer ici, même dans ses grandes lignes, la vie et l'activité de cette grande militante que fut Rosa Luxembourg. D'autres l'ont fait ou le feront. Nous nous contenterons seulement d'attirer l'attention sur quelques idées fondamentales qui constituent pour ainsi dire le legs propre de Rosa Luxembourg son apport particulier au mouvement révolutionnaire moderne.

Ces idées, les voici, brièvement résumées.

REFORME ET REVOLUTION

Le mouvement socialiste moderne est un tout dont les parties sont liées entre elles d'une façon organique, de telle sorte qu'on ne saurait les séparer sans dommage pour chacune d'elles comme pour le tout. Revendications immédiates et partielles et but final sont aussi inséparables que le jour et la nuit. C'est pourquoi on ne saurait poser la question de la lutte pour les revendications partieles du prolétariat sans poser en même temps celle de la lutte pour le but final de ce prolétariat, à savoir la révolution. En ce sens, qu'on le veuille ou non, toute revendication, si partielle soit-elle, si peu révolutionnaire qu'elle puisse sembler au premier abord, contient nécessairement en elle celle de la révolution sociale et de son but : la réalisation du socialisme. A une condition cependant, c'est qu'en posant cette revendication partielle, on montre les liens étroits, organiques, qui font de cette revendication partielle un morceau de la revendication fondamentale que pose la classe ouvrière à la société capitaliste : celle de disparaître, pour faire place à une forme de société supérieure. Cette liaison étroite, organique, de la partie avec le tout, Rosa Luxembourg la souligne à tout propos, et non pas d'une façon abstraite, mais vivante, avec la passion et la force de conviction qui lui sont propres. Qu'on relise sa polémique avec Bernstein dans *Réforme et Révolution*, et l'on verra combien pauvres en comparaison sont les arguments d'un Jaurès, par exemple, en faveur du réformisme, ou d'un Guesde, contre le réformisme !

Dans son *Introduction au Matérialisme dialectique*. Thalheimer souligne deux erreurs classiques et courantes dans la façon d'examiner les rapports de la partie au tout, en l'espèce les réformes et la révolution : 1° ce qu'il appelle la *déviation opportuniste de la dialectique*, qui ne voit que la partie, en l'occurence la réforme, au détriment du tout, la révolution, et 2° ce qu'il appelle la *déviation sectaire de la dialectique*, qui ne voit que le tout, c'est-à-dire la révolution, au détriment de la partie, c'est-à-dire les réformes. La première ne voit que les étapes à parcourir et oublie le but, la seconde ne voit que le but et néglige les étapes. On pourrait comparer la première à un canon qui tirerait constamment trop court, la seconde à un canon qui tirerait toujours trop loin. Ces deux erreurs classiques, Thalheimer les voit incarnées, l'une dans la politique social-démocrate, l'autre dans la politique — si l'on peut dire — anarchiste. L'expérience a montré qu'elles ne sont propres ni aux social-démocrates ni aux anarchistes, et bien plus, qu'elles se conditionnent et se complètent réciproquement, de telle sorte qu'elles doivent apparaître inévitablement chez ceux dont la politique n'est pas appuyée sur le roc de granit de la compréhension dialectique de la marche du développement social.

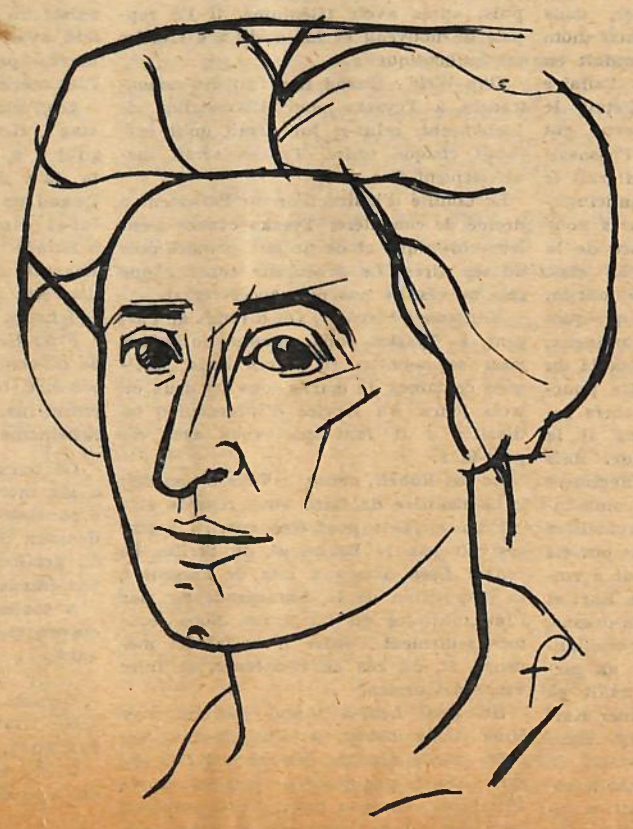
En nous montrant le moyen d'y échapper, Rosa Luxembourg nous montre en même temps le moyen d'éviter au prolétariat les défaites et les démoralisations que provoquent nécessairement ces deux erreurs classiques de l'action ouvrière.

La politique des communistes, avec ses zigs-zags perpétuels, ses mots d'ordre successifs et contradictoires, allant du « social-fascisme » et du « front unique par en bas » au « front populaire » englobant les radicaux et même les Jeunesses patriotes, de la négation des libertés démocratiques à la défense purement opportuniste de ces mêmes libertés, de la lettre à Abd-el-Krim à l'affiche : « Nous aimons notre pays », politique à voltes-face, aux ordres d'une direction versatile et primesautière, est l'exemple typique d'une action sans base doctrinale et qui dénote une incompréhension totale du caractère dialectique des rapports existants entre la lutte pour les revendications partielles et la lutte pour le but final qui la conditionne et lui donne son sens.

L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Un autre apport fondamental de Rosa Luxembourg est sa théorie de l'impérialisme. En étudiant de près le mécanisme de l'accumulation du capital, Rosa Luxembourg s'est aperçue qu'il y avait dans le *Capital* de Marx une lacune qui empêcha ce dernier d'apporter une explication précise de ce phénomène qu'est l'accumulation du capital. Comment se fait cette accumulation ? Au moyen de la plus-value, répond Marx, qui ajoute au capital investi dans la production des valeurs nouvelles. Mais ces valeurs nouvelles, pour pouvoir être incorporées au capital initial, qui donnera à son tour une nouvelle plus-value, il faut les réaliser. Et pour cela, il faut les porter sur le marché. Mais une fois là, qui les échangera contre de l'argent ? Il est clair que ce ne sont pas les capitalistes, car c'est précisément la partie de la plus-value qu'ils ne consomment pas qui doit apporter une valeur nouvelle au capital initial. Ce ne sont pas non plus les ouvriers, dont les salaires représentent uniquement le capital variable avancé par les capitalistes et dont la consommation ne peut par conséquent pas ajouter une valeur nouvelle au capital investi dans la production. Sont-ce les couches sociales (prêtres, soldats, fonctionnaires, etc...) qui vivent du capital et tirent leurs ressources des sommes que ce dernier met à leur disposition ? Mais la partie de la plus-value qu'ils consomment n'est qu'une fraction de la partie de la plus-value consommée par les capitalistes eux-mêmes et n'apporte par conséquent aucun élément nouveau au capital.

Si le schéma de Marx, d'après lequel la société capi-



taliste est composée uniquement de capitalistes et d'ouvriers, correspondait à la réalité, le problème serait insoluble, car on ne trouverait pas en dehors des capitalistes et des ouvriers une catégorie sociale dont les achats sur le marché permettraient, en réalisant la partie de la plus-value non consommée par les capitalistes, d'ajouter au capital initial une valeur nouvelle. Mais le schéma en question n'est précisément qu'un schéma. C'est une simple hypothèse, qui permet, en éliminant tous les éléments accessoires, de concentrer l'attention sur le phénomène qu'on veut étudier, à savoir le mode de production capitaliste. Ce mode de production, s'il caractérise essentiellement la société moderne, laisse en réalité subsister à côté de lui des modes de production périmés, appuyés sur des classes en voie de disparition, certes, mais qui n'ont pas disparu encore et dont le rôle est encore loin d'être épuisé. Ce sont ces éléments qui apportent sur le marché des valeurs nouvelles permettant de réaliser la plus-value créée par le sur-travail des ouvriers et rendant possible l'accumulation du capital.

Mais ces éléments, quels sont-ils exactement ? Ils sont de deux sortes : les paysans, d'une part, les artisans, de l'autre. La production paysanne et la production artisanale sont les deux modes de production, dont le maintien à côté du mode de production capitaliste permet la création de valeurs nouvelles qui au moyen de la réalisation sur le marché de la partie de la plus-value non consommée par les capitalistes, s'ajoutent au capital investi par ces derniers dans la production. Ainsi apparaît comme résolu le problème, non expliqué par Marx, de l'accumulation de capital.

Bien, mais à quoi cela peut-il nous servir ? A ceci que nous avons résolu par là-même le problème des crises. Cette tendance à accumuler est inhérente au capital. Ele fait partie de l'essence même du régime capitaliste. Or, ce n'est qu'en accumulant, en élargissant constamment sa base de production, en réduisant par conséquent son coût de production, que le capital peut maintenir sa capacité de concurrence.

Mais au détriment de qui acumule-t-il ? Précisément au détriment des couches sociales non capitalistes existant tout à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. Conséquences : accroissement du capital à l'intérieur aux dépens des couches sociales non capitalistes, d'où rétrécissement progressif du marché, d'où efforts pour diminuer le coût de production au moyen, d'une part, de l'accroissement de la partie du capital non investie en salaires, autrement dit, réduction du nombre des ouvriers occupés, chômage, et d'autre part, de la réduction pure et simple des salaires, d'où accroissement des antagonismes sociaux et des luttes de classes, crises de surproduction par suite du décalage périodique entre les possibilités de production et les possibilités de consommation du marché, krachs financiers, faillites, accroissement du chômage, misère, effondrement du marché, etc... A l'extérieur, efforts des groupements capitalistes en vue de conquérir les marchés de main-d'œuvre et de matières premières pour obtenir une main-d'œuvre et des matières premières à meilleur marché, et d'autre part, des débouchés pour leurs produits. D'où lutte contre les populations indigènes, accroissement du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays d'outremer, et lutte entre les différents groupements impérialistes pour la conquête des colonies et pour un nouveau partage du monde, permettant aux nations arrivées en dernier lieu sur le terrain des compétitions impérialistes de s'assurer leur part de colonies ou d'améliorer leur position sur le marché mondial.

Aggravation des luttes de classes et du mouvement révolutionnaire à l'intérieur, aggravation des conflits impérialistes et du mouvement des peuples coloniaux à l'extérieur, avec au bout la révolution sociale, qui, en supprimant le régime de production capitaliste, supprimera en même temps toutes ses conséquences néfastes pour les peuples, telles sont les perspectives auxquelles mèn l'étude de l'accumulation du capital et de sa conséquence, l'impérialisme. Elles donnent au prolétariat une compréhension claire de l'avenir et des tâches que lui impose l'histoire. Ces tâches, il lui faudra les mener à bien, s'il ne veut pas que le monde tombe dans la barbarie. Telle est la conclusion qui se dégage nettement de l'œuvre magistrale de Rosa Luxembourg. Dire, comme le font parfois certains « théoriciens » communistes, qu'elle apporte une explication purement mécanique de la révolution est une ânerie telle qu'il ne vaut même pas la peine de la réfuter.

LIBERTE ET DEMOCRATIE

Il est peu de mots qui aient été autant galvaudés et qui, partant, soient plus discrédités que ceux de liberté et de démocratie. Dans la société capitaliste, où le pouvoir appartient à ceux qui détiennent les moyens de production et d'échange, la liberté n'est pour le capitaliste que celle d'exploiter l'ouvrier et pour ce dernier, celle de se laisser exploiter quand il a du travail, et de crever de faim quand il n'en a pas. Après plusieurs révolutions faites sous le mot d'ordre de la liberté, et l'expérience de ce que ces révolutions ont apporté au prolétariat, on comprend parfaitement que ce mot n'éveille plus dans les masses aucune espèce d'enthousiasme. Dans leur critique de la société capitaliste, les théoriciens socialistes ont beau jeu de montrer ce que cette liberté purement formelle, qui ne touche en rien aux privilèges de la richesse, a de décevant pour la classe ouvrière et même d'essentiellement contraire à ses intérêts.

Mais on n'a pas assez vu que cette critique vaut uniquement pour le régime capitaliste et que c'est une erreur de l'appliquer mécaniquement aux autres régimes. De même que ce mot d'ordre de liberté conserve toute sa valeur à l'égard des sociétés antérieures à la société capitaliste, il la conserve à l'égard de la société qui doit la remplacer, la société socialiste. Dans cette société nouvelle, le mot d'ordre de liberté — comme celui de démocratie, qui n'est que la forme dans laquelle cette liberté se réalise, le moyen par lequel elle se réalise — acquiert un sens, un contenu tout à fait nouveaux. De purement *formelle* qu'elle était dans la société capitaliste, elle devient *réelle*, les conditions ayant disparu, qui l'empêchaient jusqu'alors d'être telle.

Sur ce point, il semble que tous les socialistes soient d'accord. Le désaccord ne porte que sur le moment où la liberté cesse d'être *formelle* pour devenir *réelle*. Pour les uns, c'est au lendemain de la Révolution, pour les autres, c'est seulement après la réalisation complète du socialisme.

Mais la liberté n'est ni une panacée ,comme le pensent les uns, ni le produit exclusif du régime nouveau, ainsi que l'affirment les autres; elle est un moyen d'éducation et d'action des masses, sans lesquelles celles-ci sont incapables de résoudre les tâches immenses qui leur incombent. Ce n'est que grâce au dévouement, à la participation consciente des masses, que le mouvement ouvrier peut non seulement réaliser ses tâches historiques, mais aller de l'avant dans la voie de cette réalisation.

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Cette idée de Marx, Rosa Luxembourg la souligne à tout propos dans ses œuvres.

L'action socialiste, tout comme la réalisation du socialisme lui-même, exige pour pouvoir être menée à bien, le développement, le plus complet possible des masses auxquelles elle fait appel. D'où la nécessité de la démocratie, tant à l'intérieur du parti qui s'est posé la tâche de diriger l'action révolutionnaire des masses, Révolution et qui se pose comme but l'instauration du socialisme.

C'est pourquoi, dans sa polémique avec Lénine sur les questions d'organisation, Rosa Luxembourg combattit vigoureusement les conceptions défendues par ce dernier concernant les rapports au sein du parti entre la direction et la masse des adhérents, conceptions en partie inspirées de Blanqui et de l'organisation des sociétés secrètes des années 30 et 40 et qu'on retrouve notamment chez Netchaief et les terroristes russes. Elle montra que l'organisation de la classe ouvrière doit avoir ses formes propres, correspondant à ses buts propres, qui sont ceux de la classe ouvrière, et ne peut par conséquent adopter celles qui correspondent aux buts que se posaient les organisations sus-nommées essentiellement bourgeoises, malgré leur caractère révolutionnaire. Qu'on relise à ce propos les articles consacrés par Rosa Luxembourg à ces questions, ainsi que l'excellente préface dont Lucien Laurat a fait précéder leur publication en brochure.

Démocratie enfin au sein du régime nouveau installé par la Révolution. Faute de quoi ce régime sera tout ce qu'on veut, sauf un régime prolétarien. Certes, Rosa Luxembourg sait parfaitement qu'au lendemain de la prise du pouvoir, ce serait une utopie de demander au régime nouveau d'instaurer du jour au lendemain une démocratie parfaite. Tant de problèmes se posent dont la réalisation nécessite parfois de graves infractions à la liberté et à la démocratie ! Mais ces infractions imposées par la nécessité, Rosa Luxembourg ne veut pas qu'on les érige en principes et qu'on en fasse une règle constante de l'action ouvrière au lendemain de la Révolution.

Lettres de la prison

par Rosa Luxembourg

De Varsovie

Lorsqu'éclata la première Révolution russe, Rosa Luxembourg, quoique malade, décida d'y participer. Malgré les conseils de ses amis, elle se rendit en Pologne pour se jeter de toute son ardeur dans la lutte. Après plusieurs semaines, elle fut arrêtée. La lettre ci-dessous, adressée de la prison à ses amis Kautsky, montre qu'elle n'avait rien perdu de son courage et de sa bonne humeur.

(*Sans date. Reçue le* 13.III.06.)

Mes très chers amis. Le dimanche 4, au soir, le destin m'a gagnée de vitesse: j'ai été arrêtée. J'avais déjà fait viser mon passeport pour le retour et j'étais sur le point de partir. Eh bien! il faut s'en arranger. J'espère que vous ne prendrez pas la chose trop à cœur. Vive la Ré!... avec tout ce qu'elle apporte. Dans une certaine mesure j'aime encore mieux être enfermée ici que... discuter avec Peus. On m'a trouvée dans une situation plutôt gênée. Mais l'éponge là-dessus! Me voici enfermée à l'Hôtel de Ville où l'on a parqué ensemble « politiques », criminels du droit commun et aliénés. Ma cellule, qui est la perle de l'assortiment (une cellule d'isolement ordinaire pour une personne, en temps normal), contient quatorze pensionnaires; par bonheur, rien que des politiques. Porte à porte avec nous, il y a encore deux grandes cellules pour deux. Dans chacune près de trente personnes, pêle-mêle. Et déjà c'est le paradis, à ce qu'on me raconte; auparavant, on était soixante dans une cellule, dormant à tour de rôle quelques heures par nuit, tandis que les autres « se promenaient ». A présent, nous dormons tous comme des princes, sur des couchettes de planches, en travers, côte à côte, comme des harengs, et cela va très bien — à moins qu'il ne nous arrive quelque concert extra, comme hier, par exemple, où nous est venue une nouvelle collègue, une Juive, folle furieuse, qui pendant vingt-quatre heures nous a tenus en haleine par ses cris et ses courses à travers toutes les cellules, et a provoqué des attaques de nerfs chez plusieurs politiques. Aujourd'hui, nous en sommes enfin débarrassés et n'avons avec nous que trois calmes « mychouggene ». (1). Les promenades dans la cour sont absolument inconnues ici; en revanche, les cellules restent ouvertes du matin au soir et on peut se promener toute la journée dans le couloir, circuler au milieu des prostituées, écouter leurs jolies chansons, leurs expressions, et respirer les parfums du 60, également grand ouvert. Ceci uniquement pour caractériser la situation, mais non point mon état d'esprit, excellent comme toujours. Pour le moment, je garde l'incognito, mais je ne pourrai probablement pas le garder longtemps — on ne me croit pas. L'affaire, somme toute, est grave, mais nous vivons des temps mouvementés où « tout ce qui existe mérite de disparaître ». C'est pourquoi, en général, je n'ai aucune foi en des créances et obligations à longue échéance. Aussi, ayez bon courage et moquez-vous de tout. En somme, chez nous, de mon vivant, les choses ont marché excellemment. J'en suis fière; ç'a été, dans la Russie entière, la seule oasis où, en dépit de l'orage et de la tourmente, le travail et la lutte se sont poursuivis si énergiquement, si gaiement, et ont progressé comme en temps de « constitution » des plus libres. Entre autres, l'obstruction, qui à l'avenir servira de modèle dans toute la Russie, est notre œuvre. Au point de vue de la santé, je vais très bien. Bientôt on me transférera sans doute dans une autre prison, car l'affaire est sérieuse. Je vous en aviserai alors bien vite. Karl, mon cher, il faut, pour le moment, te charger de représenter la social-démocratie de Pologne et de Lithuanie au Bureau, informe-le officiellement; les frais des voyages éventuels, en cas de réunion, te seront remboursés. Mon arrestation ne doit pas être annoncée dans la presse, jusqu'à ce que l'incognito soit définitivement découvert. Mais alors — je te le ferai savoir — faites du tapage, pour que les bonnes gens d'ici prennent quelque peur.

Je dois conclure. Mille baisers et amitiés. Ecrivez-moi directement à mon adresse : Madame Anna Maczke (1), Prison de l'Hôtel de Ville, Varsovie. Je suis, sachez-le, collaboratrice de la *Neue Zeit*. Mais, bien entendu, écrivez convenablement. Amitiés encore. On ferme la cellule, je vous embrasse de tout cœur.

Votre ANNA.

Lettres de Wronke

Après avoir purgé, de février 1915 à février 1916, la peine d'un an de prison à laquelle elle avait été condamnée par le Tribunal de Francfort, Rosa Luxembourg fut arrêtée de nouveau, après quelques mois de liberté comme « suspecte de complot contre la sureté de l'Etat ». La Révolution de Novembre la libéra. Les lettres ci-dessous, adressées de la prison de Wronke, à son amie Sophie Liebknecht, montrent la grande militante sous un aspect jusqu'alors inconnu.

WRONKE, 2 MAI 1917

...Vous rappelez-vous qu'au mois d'avril dernier, un matin, à dix heures, je vous appelai tous les deux par téléphone, pour vous prier de venir avec moi au jardin botanique écouter le rossignol, qui y donnait tout un concert? Nous nous blottîmes dans un épais taillis sur des pierres, près d'un ravin, dans lequel l'eau filtrait lentement; après le chant du rossignol, nous entendîmes soudain un cri monotone et plaintif, qu'on pourrait rendre à peu près ainsi : « Gli-gli-gli-gli-glic ». J prétendais que cela devait être quelque oiseau des marais, et Karl me donna raison, mais nous cherchâmes en vain qui cela pouvait être. Eh bien! figurez-vous que ce même cri plaintif, je l'entendis tout d'un coup ici tout près, il y a quelques jours, de bonne heure le matin, si bien que mon cœur se mit à battre d'impatience à l'idée de savoir enfin quel pouvait bien être celui qui criait ainsi. Je n'eus de repos jusqu'à aujourd'hui, où je l'ai enfin trouvé : ce n'est pas un oiseau des marais, c'est le torcol, une espèce de pie. Il est à peine plus grand que le moineau, et le nom qu'il porte lui vient de ce que, lorsqu'il se trouve en danger, il cherche à épouvanter ses ennemis par des gestes comiques et des contorsions de la tête. Il ne vit que de fourmis qu'il recueille sur sa langue collante, ainsi que le fait l'ours fourmillier. C'est pourquoi les Espagnols le nomment hormiguere — l'oiseau fourmilier. Moerike a d'ailleurs fait sur cet oiseau un joli petit poème humoristique, que Hugo Wolf a mis en musique. Il me semble avoir reçu un cadeau depuis que je sais quel est l'oiseau à la voix plaintive. Peut-être l'écrirez-vous à Karl, cela lui fera plaisir.

Ce que je lis? Avant tout, des livres de sciences naturelles : géographie botanique et zoologique. Hier j'ai lu un livre sur la cause de la disparition des oiseaux chanteurs en Allemagne. La culture des forêts, des jardins et des terres, qui s'étend et se rationalise de plus en plus, leur enlèvent toutes les possibilités naturelles de faire leur nid et de chercher leur nourriture. En effet la culture fait disparaître peu à peu les arbres creux, les terres en friche, les broussailles, les feuilles fanées tombées à terre. J'étais toute triste en lisant cela. Ce n'est pas que je m'inquiète du chant des oiseaux pour la jouissance que les hommes en tirent, mais c'est l'idée même d'une disparition silencieuse et inévitable de ces petits êtres sans défense, qui me peine au point que les larmes me viennent aux yeux. Cela me rappelle un livre russe écrit par le professeur Siebert traitant de la disparition des Peaux-Rouges dans l'Amérique du Nord et que j'ai lu quand j'étais encore à Zurich. Les Peaux-Rouges, tout comme les oiseaux, sont chassés peu à peu de leur domaine par l'homme civilisé, et voués à une mort silencieuse et cruelle.

Mais, peut-être suis-je malade pour éprouver de si vives émotions à propos de tout. J'ai quelquefois le sentiment de ne pas être un vrai être humain, mais un oiseau, ou un animal quelconque qui aurait pris figure humaine. Intérieurement, je me sens beaucoup plus chez moi dans un petit bout de jardin, comme ici, ou dans un champ, étendue sur l'herbe, et entourée de bourdons, que dans un Congrès du parti. A vous je puis bien dire tout cela, vous ne me soupçonnerez pas aussitôt d'être traître au socialisme. Vous le savez, malgré cela, j'espère mourir à mon poste : dans une bataille de rues ou dans un pénitencier. Mais, dans mon for intérieur j'appartiens plus aux mésanges qu'à mes « camarades ». Et cela n'est pas que dans la nature, comme tant de politiciens qui ont fait intérieurement banqueroute, je trouve un refuge, un repos. Tout au contraire, je trouve dans la nature, de même que parmi les hommes, tant de cruauté à chaque pas, que j'en souffre beaucoup. Figurez-vous, pour vous en donner un exemple, que le petit épisode que je vais vous raconter ne peut me sortir de l'esprit. C'était au printemps dernier, je rentrais d'une promenade dans les champs et je me trouvais sur une route silencieuse et abandonnée, lorsque, sur la terre, je remarquai une petite tache sombre. Je me baissai et je fus témoin de la tragédie sans paroles que voici : un scarabée était couché sur le dos, et désemparé, se défendait de ses pattes, tandis que tout un tas de fourmis grouillaient sur lui et le mangeaient tout vif. J'eus un tressaillement, je sortis mon mouchoir et commençai à chasser ces petites brutes. Elles étaient insolentes et tenaces, au point que je dus soutenir une longue lutte avec elles, et lorsque je réussis enfin à libérer le pauvre martyr et que je le couchai au loin sur l'herbe, deux de ses pattes avaient été mangées. Je m'en allai précipitamment, obsédée du sentiment pénible qu'en fin de compte, je n'avais fait que rendre au scarabée un bienfait d'un caractère douteux.

Voici déjà les longs crépuscules. Combien j'aimais d'ordinaire cette heure. A Südende, il y avait beaucoup de merles. Ici je n'en vois et n'en entends aucun. Pendant tout l'hiver, j'en ai nourri un couple, et maintenant il a disparu. A Südende, j'avais l'habitude à cette heure, le soir, de flâner dans les rues; c'était si beau, lorsque dans la dernière lueur violette du jour, les flammes roses du gaz s'allumaient tout à coup, sautillant timidement comme si elles se sentaient mal à l'aise dans le crépuscule. Dans la rue, la silhouette indistincte d'une concierge quelconque surgissait affairée, ou bien une servante courait vite chez le boulanger ou l'épicier chercher quelque chose. Les enfants du cordonnier, dont je suis l'amie, avaient l'habitude de continuer à jouer dehors, dans l'obscurité, jusqu'à ce qu'une voix énergique venue du coin les rappelât à la maison. A cette heure il y avait toujours un merle quelconque qui ne pouvait trouver de repos, et qui, tout à coup, comme un enfant mal élevé, poussait un petit cri ou volait brusquement d'une branche à l'autre. Et j'étais là, au milieu de la rue, à compter les premières étoiles, et je n'avais aucune envie de quitter l'air doux et le crépuscule, dans lequel le jour et la nuit se fondaient doucement l'un dans l'autre, pour m'enfermer chez moi.

Sonitschka, je vous écrirai bientôt. Soyez tranquille et de bonne humeur. Tout ira bien, pour Karl aussi. Au revoir jusqu'à la prochaine lettre.

Je vous embrasse.

Votre, ROSA.

Wronke, le 19 Mai 1917

...Comme il fait beau maintenant ici. Tout verdit et fleurit. Les châtaigniers ont leur délicieuse et fraîche parure de printemps, les groseillers leurs petites étoiles jaunes, le cerisier des jardins avec son feuillage rougeâtre fleurit déjà et la bourdaine ne tardera pas. J'ai reçu aujourd'hui de Louise Kautsky, qui m'a fait une visite, un tas de myosotis et de pensées que j'ai plantés moi-même — deux petits cercles, et entre les deux, une ligne droite toujours alternativement des myosotis et des pensées — tout est si bien planté, je peux à peine en croire mes yeux, car c'est la première fois de ma vie, et cela m'a réussi du premier coup. Ce sera précisément pour la Pentecôte que j'aurai tant de fleurs devant ma fenêtre.

Il y a maintenant des oiseaux en foule. Il ne se passe pas de jour que je ne fasse une nouvelle connaissance. Vous rappelez-vous encore le matin, de bonne heure, où nous étions au jardin Botanique avec Karl, et écoutions chanter le rossignol; nous avons vu un grand arbre qui, dénué encore de tout feuillage, était couvert de petites fleurs blanches étincelantes; nous nous sommes cassé la tête alors pour savoir quel était cet arbre, car il était évident que ce n'était pas un arbre fruitier et les fleurs avaient quelque chose d'étrange. Maintenant, je sais! C'était un peuplier blanc, et ce que nous prenions pour des fleurs n'en était pas, c'était des feuilles. La feuille du peuplier blanc arrivée à maturité, est blanche seulement sur le revers; sur le dessus, elle est d'un vert foncé, mais les jeunes feuilles sont encore recouvertes des deux côtés par un duvet blanc et elles luisent au soleil comme des fleurs blanches. Il y a un grand peuplier de cette espèce dans mon petit jardin, et c'est sur cet arbre que nichent de préférence tous les oiseaux chanteurs. Vous rappelez-vous encore que ce même jour, vous avez passé aussi la soirée chez moi? Il faisait si beau, nous nous lisions quelque chose à haute voix et à minuit, au moment où nous prîmes congé — par la fenêtre du balcon qui était restée ouverte entrait un parfum exquis de jasmin — je vous récitai ce poème espagnol que j'aime tant :

Loué soit celui auquel le monde doit son [origine,
Comme il l'a créé beau de toutes parts.
Il a créé la mer aux abîmes insondables;
Il a créé les navires qui la sillonnent,
Il a créé le paradis, de lumière éternelle,
Il a créé la terre et ton visage!...

Oh! Sonitschka, si vous n'avez pas entendu ce poème mis en musique par Wolf, vous ne vous doutez pas de la passion brûlante contenue dans ces deux mots simples de la fin.

Au moment où je vous écris ceci, un grand bourdon est entré dans ma cellule, qu'il remplit de sa voix de baryton. Comme c'est beau, quelle profonde joie de vivre jaillit de ce son plein, tout vibrant d'activité, de chaleur estivale et de parfums de fleurs.

Sonitschka, soyez sereine et écrivez bientôt, bientôt. Je m'ennuie de vous.

Votre

ROSA.

C'est pourquoi elle s'élève violemment contre l'opposition superficielle, établie par les bolcheviks, entre la démocratie et la dictature. *Lénine dit :*

« L'Etat bourgeois est un instrument d'oppression de la classe bourgeoise, l'Etat socialiste, un instrument d'oppression de la bourgeoisie. C'est en quelque sorte l'Etat capitaliste renversé sur la tête. Cette conception simpliste oublie l'essentiel : la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une éducation politique des masses populaires, tout au moins pas au delà de certaines limites assez étroites. Pour la dictature prolétarienne, par contre, elle est l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut pas vivre. »

Nier la démocratie au nom de la dictature du prolétariat, dit Rosa Luxembourg, c'est commettre une confusion. La seule démocratie à laquelle s'oppose la dictature prolétarienne, c'est la démocratie bourgeoise, mais non pas la démocratie ouvrière, car elle est cette démocratie elle-même. Sinon la dictature perd tout caractère prolétarien, pour devenir une simple dictature de clique, un dictateur au sens bourgeois du mot.

« Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs issus d'élections générales les soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie dans les soviets eux-mêmes soit de plus en plus paralysée. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif. C'est une loi à laquelle nul ne peut se soustraire. La vie publique entre peu à peu en sommeil. Quelques douzaines de chefs d'une énergie inlassable et d'un idéalisme sans bornes dirigent le gouvernement et, parmi eux, ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps à autre à des réunions, pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente, au fond par conséquent un gouvernement de coterie — une dictature, il est vrai, mais non la dictature du prolétariat, celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à un moi !!) Et il y a plus : un tel état de choses doit provoquer nécessairement un ensauvagement de la vie publique : attentats, fusillades d'otages, etc... »

Tout en faisant les réserves qui s'imposent sur la « liberté illimitée » que réclame Rosa Luxembourg, nous retiendrons l'idée fondamentale qui se dégage de la citation ci-dessus. comme de toute l'étude dont elle est tirée, et qui est la nécessité de la démocratie dans un état ouvrier, comme seul moyen dont dispose le prolétariat pour réaliser ses tâches historiques. Le temps écoulé depuis l'époque où ces lignes ont été écrites (été 1918) n'a fait que confirmer, hélas, et d'une façon tragique, la justesse des critiques ci-dessus exposées.

Telles sont à notre sens les principaux enseignements que nous pouvons tirer de l'œuvre de Rosa Luxembourg. Il est des idées qu'on peut arrêter un moment, mais qui finissent néanmoins par s'imposer comme l'expression même des nécessités profondes de la vie. Celles de Rosa Luxembourg sont de ce nombre. Marcel OLLIVIER.

L'ASSASSINAT DE KIROV

" La Révolution se défend "

On lisait dans l'*Humanité* du 3 que le samedi 1er décembre, à 16 h. 30, à l'Institut Smolny de Leningrad, le secrétaire du Parti pour cette province, Serge Kirov, avait été assassiné et son assassin arrêté.

Il ressort des informations sur l'enquête (*Humanité* du 4), que le crime de Nicolaiev est un crime des gardes blancs, de la « Contre-révolution ».

L'*Humanité* du 5 annonce que « les dossiers de soixante-et-onze blanc-guardistes, récemment arrêtés, ont été transmis le 2 pour examen au Collège militaire du Tribunal Suprême de l'U.R.S.S. » qui a décidé (*Humanité* du 7) l'exécution de soixante-six d'entre eux, sentences qui ont été immédiatement mises à exécution suivant les *nouveaux* amendements au Code criminel du 1er décembre.

L'*Humanité* du 8 annonce l'arrestation de douze nouveaux « Gardes Blancs », et celle du 11, de trente-sept terroristes en Ukraine.

En troisième page de l'*Humanité* du 18 on apprend que l' « assassinat de Kirov est l'œuvre d'un agent de l'ex-groupe Zinoviev », ce dont confirmation est donnée le lendemain, puis le 22, après une éclipse de deux jours.

Le 24, ce groupe est nommément désigné sous le nom de « Zinovieviste-Trotskiste ».

L'acte d'accusation, paru dans l'*Humanité* du 28, publie les « aveux » de l'assassin Nicolaiev et ceux de treize complices, membres d'organisations « contre-révolutionnaires illégales » des anciens partisans de Zinoviev, et cite Trotsky comme personnellement complice.

Nicolaiev et les treize coupables sont exécutés le 30, toujours suivant les amendements du 1er décembre au Code criminel.

Voici brutalement quels ont été les faits :

Pendant un mois cet événement a tenu, dans l'*Humanité*, une place prépondérante; il a fait l'objet de nombreux leaders, de manchettes dans lesquelles revenait comme un leit-motiv « La Révolution se défend ».

Nous nous refusons à croire que l'U.R.S.S. ait été en danger et qu'elle ait eu besoin de se défendre. Aux dernières élections aux Soviets : 97 % (chiffre officiel) de la population s'est déclarée en complet accord avec la politique de Staline.

Alors, pourquoi toute cette réclame?

L'assassinat, en terre étrangère, d'Alexandre, dictateur des Yougoslaves, qui aurait pu mettre l'Europe à feu et à sang, a fait, relativement à son importance, beaucoup moins de bruit.

Dans l'histoire du socialisme, le meurtre de Kirov sera un fait divers et, si l'on en parle, ce ne sera que pour en rechercher les mobiles et l'état d'esprit qu'il dénote. Nous allons essayer de le faire, et toujours à l'aide de la presse communiste.

Dans l'*Humanité* du 19 nous lisons : « Le Parti communiste, sous la direction de Staline, détruisît toutes les tendances : les Trotskistes, le bloc Trotskiste-Zinovieviste, les opportunistes de droite, le bloc droitier-gauchiste, le bloc nationaliste. »

Le lendemain un article y apporte, en quelque sorte, une conclusion, disant que « complètement isolés des masses » ils durent recourir à la terreur individuelle comme un dernier moyen d'expression.

Ceci, à notre avis, montre qu'aucun point de vue autre que celui de Staline ne peut se faire jour par la voie normale, qui est la confrontation des idées à l'intérieur d'un parti de démocratie prolétarienne.

Il ressort des articles parus à l'occasion du 55e Anniversaire de Staline, que c'est lui seul qui possède et met en pratique les théories et les principes du socialisme.

Nous ne nous résoudrons jamais à admettre que le socialisme soit le monopole d'un seul homme, quelle que puisse être sa valeur ou son passé : « Nous sommes fiers d'être tes disciples, d'être des *Staliniste*s » (*Humanité* du 21 décembre).

Nous nous refusons à croire que Zinoviev — fondateur de l'Internationale communiste et collaborateur intime de Lénine avec qui il écrivit « Contre le Courant » — et Trotsky — créateur de l'Armée Rouge et du Soviet de Moscou, l' « Organisateur de la Victoire d'Octobre » — soient des contre-révolutionnaires.

Mais peut-être ce terme désigne-t-il systématiquement tous ceux qui ne sont pas en complet accord avec la « Ligne » personnifiée par Staline?

Il ne doit pas y avoir de « Pape » du socialisme. Personne n'est infaillible et ne peut prétendre tenir la « Vérité intégrale », pas plus Zinoviev que Staline et Staline que Trotsky, ne sont à l'abri de l'erreur. Marx a-t-il traité Lassale de contre-révolutionnaire? A-t-il traité de criminels les Communards de 71 pour n'avoir pas marché sur Versailles comme il le leur avait conseillé?

Il est en tout cas écœurant de voir en manchette d'un journal comme le *Matin*, que la bourgeoisie française s'avoue « pour une fois, d'accord avec le chef du Communisme » pour réclamer l'expulsion de Trotsky!

Le manque évident de méthode dans l'instruction de l'affaire — particulièrement l'exécution sommaire, le 7, d'hommes emprisonnés avant la date du crime — cette sorte de panique consécutive à l'assassinat de Kirov, donne trop fâcheusement une idée de ce qui pourrait résulter de l'assassinat d'un chef fasciste.

Il nous est difficile de justifier cette suite désordonnée d'exécutions massives, trop similaires aux hécatombes par lesquelles « le capitalisme » se défendait hier en Allemagne et avant-hier en Italie. D'autant plus que nous ne pouvons admettre que le régime ait été ébranlé par ce simple coup de revolver.

Si nous l'admettions, ce serait avouer qu'en Russie l'importance donnée aux chefs est telle, que, lorsque l'un d'eux disparaît, les conquêtes de la Révolution menacent de crouler. Ce serait avouer que le régime soviétique n'est pas basé sur la collaboration des masses mais sur la « science » de quelques hommes. Ce serait admettre qu'il n'y a plus de différences fondamentales entre le communisme actuel et le fascisme, ce à quoi nous ne nous résignons pas.

C'est pourtant ce qu'a fait l'*Humanité* avec sa longue suite d'articles pendant tout le mois de décembre sur : « la Révolution se défend ».

L'efficacité de nos protestations pour arracher au moloch fasciste les héros asturiens et autrichiens, les victimes allemandes, hongroises, roumaines, serbes, italiennes, etc., est singulièrement diminuée par de semblables vagues de terreur, l'expression n'est pas trop forte. Nous déplorons qu'elles puissent permettre une comparaison quelconque entre le régime soviétique et la barbarie fasciste et par là donner au fascisme des armes qu'il n'aurait jamais dû avoir. De cela les dirigeants soviétiques sont responsables devant le prolétariat international.

Nous répudions vigoureusement l'acte individuel, même lorsqu'il est un acte désespéré; mais à part la lâcheté collective, rien ne nous semble plus bas que la vengeance bureaucratique.

D. BÉNÉDITE et J. MEIER.

PLANS ET PROGRAMMES

Il n'est pas entièrement inconcevable qu'un homme qui déraisonne sur le plan philosophique, soit capable de raisonner sainement sur le plan scientifique lorsqu'il s'agit d'analyser des faits précis. Il n'est pas davantage inconcevable qu'un homme capable d'analyser correctement les faits reste incapable d'aller jusqu'au bout de sa pensée et d'en tirer toutes les conséquences nécessaires pour son attitude pratique. L'idéalisme mystificateur de De Man sur le plan philosophique et son attitude pratique réformiste que nous avons analysé dans un précédent article ne constituent pas des raisons suffisantes pour faire rejeter à priori l'idée du Plan. Cette idée mérite d'être examinée en elle-même.

PLAN ET PROGRAMME

En premier lieu, quelle raison y a-t-il de substituer au programme traditionnel des partis ouvriers un plan ? Quelle est d'après de Man la différence entre un programme et un plan ?

Comme l'a fait remarquer de Man, le programme traditionnel des partis ouvriers se divisait en deux portions bien distinctes. En premier lieu, d'une manière théorique, générale et très vague, on formulait le but final du socialisme. Ce but final apparaissait à la manière d'un idéal lointain et presque inaccessible, sans caractère actuel en tout cas. En second lieu, on envisageait les revendications immédiates et pratiques sans autre lien entre elles que celui que leur donnait une actualité passagère. Entre ces deux parties du programme traditionnel, il y avait un divorce profond. Ce divorce profond était le symbôle d'une activité révolutionnaire en paroles, mais purement réformiste en fait.

Le Plan, selon de Man, a pour but de faire cesser cette dualité. Il s'agit de rapprocher l'une de l'autre les deux parties du programme traditionnel, de lier le but final du socialisme aux revendications immédiates, de faire apparaître la transformation socialiste de la société non plus comme un idéal lointain et inaccessible, mais comme une exigence immédiate et actuelle.

Cette nécessité procède des problèmes posés actuellement au mouvement ouvrier par la dégénérescence d'un capitalisme rétrograde. Le Plan, ainsi compris, serait capable, selon de Man, d'opérer une synthèse entre les besoins réformistes et les aspirations révolutionnaires du prolétariat.

Sur ce premier point, on ne peut qu'être d'accord avec de Man. La constatation que fait de Man procède d'une conscience aiguë de la crise du vieux réformisme et du révolutionnarisme verbal qui lui est lié comme son ombre. C'est une question de vie ou de mort pour le mouvement ouvrier de sortir de cette impasse. Le socialisme doit cesser d'être conçu comme une vieille chanson vide de sens à force d'être répétée, ou comme une manière de jugement dernier. *Le socialisme doit être actuel, ou bien il doit cesser d'être.* C'est ainsi que la question est invinciblement posée par la dégénérescence du capitalisme et la montée de la barbarie fasciste.

On peut également être d'accord avec de Man lorsqu'il déclare qu'il n'appartient pas aux socialistes de proposer aux gens de faire la révolution pour faire la révolution. La révolution conçue comme un but en elle-même ne pourrait être qu'un débordement de ressentiment aveugle, et comme nous l'a montré l'exemple allemand, ce débordement de ressentiment aveugle n'engage pas nécessairement la société dans une voie progressive. Les fascistes prêchent aussi la révolution en laissant soigneusement indéterminés les buts rationnels de cette révolution. La révolution pour la révolution ne saurait être que le fascisme. Le socialisme prétend engager l'humanité dans une voie progressive, la faire accéder à la conscience d'elle-même et lui donner la maîtrise de sa propre destinée. Les buts de la révolution socialiste ne peuvent être que des buts conscients.

L'idée du Plan mérite précisément d'être retenue *parce qu'elle oppose à la fureur trouble des enragés du fascisme la notion rationnelle de l'ordre socialiste, comme but immédiatement réalisable.* Elle oppose en même temps au chaos et à l'anarchie capitaliste générateur des passions aveugles du fascisme l'esprit même du socialisme. Et c'est pour cette raison qu'il faut à tout prix débarrasser cette idée de la philosophie irrationnaliste dans laquelle de Man l'a bizarrement enveloppée. En ce sens, elle a une haute valeur de propagande qui n'est plus la valeur d'un mythe, mais la valeur d'une élévation des consciences au but socialiste.

REFORME DE REPARTITION ET REFORME DE STRUCTURE

La distinction faite par de Man entre les réformes de répartition et les réformes de structure mérite maintenant d'être envisagée. Le mot réforme lui-même ne doit pas être la justification d'une fin de non recevoir. Les révolutionnaires marxistes n'ont jamais prétendu transformer la société du jour au lendemain. La transformation immédiate et totale n'a jamais fait partie que du credo naïf des anarchistes. Les marxistes ont toujours considéré qu'une certaine catégorie de réformes, précisément les réformes socialistes constituaient le but immédiat de la révolution. Ces réformes sont précisément celles que de Man appelle des réformes de structure, et qu'il oppose aux réformes de répartition. Elles ne peuvent être, par là-même que des réformes post-révolutionnaires. Et c'est ici que gît la principale équivoque de De Man que nous avons signalée dans notre article précédent.

De Man a très bien compris la crise du vieux socialisme réformiste. Ce socialisme réformiste prétendait améliorer graduellement le sort des travailleurs dans le sein même de la société capitaliste. Il était possible tant que la société capitaliste elle-même poursuivait une marche ascendante. A ce sujet, il convient de faire remarquer, car de Man ne le fait pas d'une façon suffisamment explicite, *que la participation de la classe ouvrière au revenu global de la société capitaliste n'a jamais augmenté qu'en valeur absolue. En valeur relative, au contraire, c'est-à-dire comparativement au profit capitaliste, il n'a presque jamais cessé de baisser.* Les réformes de répartition du capitalisme prospère n'ont jamais modifié la répartition du revenu global au profit de la classe ouvrière et au détriment de la classe capitaliste. Ces réformes de répartition sont devenues aujourd'hui inconcevables, parce que le capitalisme a vu tarir ses sources de profit. Non seulement il se refuse à octroyer de nouvelles réformes, mais encore il entend détruire les anciennes. C'est la signification profonde du tournant de sa politique qui cesse de s'appuyer sur les aspirations réformistes de la majorité du prolétariat.

Le capitalisme pose ainsi lui-même les prémisses d'une fusion entre les aspirations réformistes de la classe ouvrière et le but révolutionnaire du socialisme; pour maintenir les anciennes réformes et pour en obtenir de nouvelles, il est nécessaire désormais de s'attaquer à la structure même du régime, et cela, chaque ouvrier quelque réformiste que soit sa tradition le ressent profondément.

La lutte ouvrière internationale

Au Mexique

LES PAYSANS DE L'ETAT DE PUEBLA PRENNENT POSSESSION REVOLUTIONNAIREMENT DE TERRES

En septembre et en octobre de l'année qui vient de s'achever, les paysans et indigènes de dix villages de l'Etat de Puebla, las d'attendre la réalisation des promesses faites depuis vingt ans de révolution bourgeoise, sont passés à l'action révolutionnaire. Ils se sont emparés purement et simplement de terres qu'ils se sont partagées: ces terres appartenaient à deux énormes « latifundia »; l'un de ceux-ci était la propriété du célèbre Jenkins, Américain qui depuis des années joue le rôle d'un véritable seigneur féodal dans l'Etat de Puebla, et a été l'instigateur d'une multitude d'assassinats de paysans. Accusés de « communisme », 63 paysans ont été arrêtés et enfermés dans la prison d'Atlixco. Cependant, le Président Municipal de cette localité, devant les manifestations paysannes, a dû en libérer une partie. Des soldats fédéraux ont été envoyés pour occuper les terres partagées, et surtout des Gardes blancs à la solde des propriétaires ont commencé, comme d'habitude, à piller les maisons, à poursuivre les indigènes, etc. A la fin du mois d'octobre, le mouvement paysan continuait pourtant dans toute la région d'Atlixco et de Cholula.

En Amerique Centrale

L'impérialisme Yankee, aidé par ses valets locaux dans les pays latins de l'Amérique Centrale, combat par tous les moyens le mouvement d'émancipation des masses. On nous communique de Mexico les faits suivants, qui font bien ressortir, une fois de plus, la domination cynique exercée par les exploiteurs « gringos » dans les pays indo-latins :

Costa Rica

La grève des plantations de bananes a dressé dans la lutte plus de 10.000 ouvriers. Le conflit paraissait résolu par la signature d'un accord qui assurait des bénéfices aux travailleurs de la United Fruit Co mais, au moment de reprendre le travail, les ouvriers rencontrèrent M. Chittenden, représentant de la Compagnie, qui, à la tête d'une escorte de policiers armés de mitrailleuses, les insulta et se refusa à observer l'accord. La grève éclata de nouveau; des forces armées combattent les grévistes! on en a déporté une centaine accusés d'être étrangers. On a incendié le campement de travailleurs « 26-Milles »; Jaimes Cerdas, du comité de grève, a été blessé, et l'on recherche tous les membres du Comité en question. Le gouvernement a déclaré la grève « révolution armée », ce qui a servi de prétexte pour établir des tribunaux d'exception et former une Ligue Anticommuniste. Luis Fallas et Feretro, leaders qui ont la confiance des masses, sont recherchés très activement, avec l'intention de les assassiner. On menace du même sort Manuel Mora, secrétaire du parti communiste de Costa Rica.

LES JEUNES DANS LA LUTTE

Sous cette rubrique paraîtra dans chaque numéro une série d'articles et de notes où nos jeunes camarades décriront leur activité et soutiendront l'action révolutionnaire des jeunes.

Tous les jeunes à quelque tendance du mouvement ouvrier qu'ils appartiennent, sont cordialement invités à se joindre à eux.

Adresser la correspondance à Jean Méier, 23, rue Mouffetard.

LE KRACH CITROËN

POUR LE CONTROLE OUVRIER

Dans les milieux financiers la chute était depuis longtemps attendue. Citroën dut à plusieurs reprises demander aide au gouvernement et aux banques.

Depuis avril, il procédait à des licenciements. On expliquait alors la chose par la faiblesse du marché. Après le Salon, cette politique de licenciements prit des proportions énormes. De la fin octobre au 22 décembre, date de la fermeture, le nombre d'employés et d'ouvriers passait de près de 26.000 à 18.-19.000. A deux reprises il y eut arrêt total. Au cours du mois de décembre on ne fit pas plus de 128 heures; les ouvriers ne travaillaient que 4 jours par semaine à raison de 8 heures par jour. La paye était irrégulière. Et de nombreux débrayages sur le tas eurent lieu.

Mais les ouvriers comprenaient que la grève n'était pas la forme de lutte correspondante à la situation. Car, sans cela, les mouvements n'eurent pas manqué d'être combien plus vigoureux et plus nombreux.

C'est une chose évidente quand on connaît les vivaces traditions de lutte qui existent dans les bagnes Citroën (rappelons que le 12 février il y eut grève à 100 %).

De nombreux ouvriers suggèrent comme forme de lutte « rester dans la tôle ».

Les exemples de Salonique (Tabacs de Lodz (Textile), etc... montraient combien cette forme de lutte est efficace.

Pendant toute cette première période, que faisaient les syndicats ? Le syndicat confédéré de l'Union des mécaniciens de la Seine adopta une position dont il ne devait pas se départir : « Nous ne pouvons rien faire, le Syndicat Unitaire a la direction de l'action, nous la lui laissons ». Quant au Syndicat unitaire, fidèle à la nouvelle « ligne », considérant qu'il serait désastreux de lancer des mots d'ordres radicaux, il mit en avant des « revendications immédiates », tels que : inscription aux fonds de chômage, moratoire des loyers et des impôts, paiement des salaires, etc... En fait de formes d'action, il appela à la constitution de comités de licenciés, qui ne virent jamais le jour. Notons ici l'action entreprise par la J.S. dès le mois d'octobre; cette organisation comprit que s'il était important de défendre les revendications immédiates, il était capital d'ouvrir des perspectives plus larges et elle lança le mot d'ordre de « contrôle ouvrier ». Et il est certain que si un large travail d'agitation avait été fait, autour de ce mot d'ordre, les ouvriers auraientété armés politiquement pour répondre aux événements qui devaient inévitablement survenir.

Et c'est ainsi, dans un manque total de cohésion, sans perspectives ni mots d'ordre, que se fit le licenciement général du 22 décembre. Jusqu'à la première rentrée du 3 janvier, aucune action sérieuse n'est faite. A part quelques manifestations aux bureaux de chômage on peut dire que les ouvriers n'apparaissent pas dans l'affaire Citroën. La presse donne de longs compte-rendus : les pourparlers autour de Piketty reçoivent une large hospitalité, les créanciers petits et moyens font également parler d'eux, mais pas un mot de l'action ouvrière, si ce n'est le jour de la rentrée pour se féliciter de la tranquilité des ouvriers !

Après la rentrée, une réunion eut lieu à la Bourse du Travail, Costes rapporta au nom du Syndicat unitaire. Pour toute forme d'action il proposa l'envoi de délégations un peu partout. Au Ministère du Travail, à Piketty, aux directions du personnel dans les différentes usines, il est bien évident que de telles délégations en soi ne sont pas condamnables, mais elles le sont quand elles tendent à être la seule forme d'action. Surtout lorsque l'on dit aux ouvriers comme le fait Costes, que « en 1933, pendant la grève, ce fut la délégation à François-Albert, qui fit céder Citroën ». Ainsi Costes, les unitaires par leur manque de perspectives, provoquent chez les ouvriers des illusions dans leur pouvoir de la classe ennemie. Disons encore que ce même Costes pour faire oublier la carence de son organisation découvrit un nombre incalculable de victoires de l'action ouvrière : l'inscription aux fonds de chômage, la rentrée du 3 et les rentrées qui doivent avoir lieu ultérieurement sont des victoires ouvrières. Costes n'est pas difficile et le froid que provoquèrent ces paroles sur l'assemblée fut significatif.

Si les ouvriers laissent le soin de la réouverture à Piketty et aux liquidateurs, ils attendront probablement plusieurs mois. Le jeu des liquidateurs est, en effet, de durer. Et les ouvriers doivent comprendre qu'eux seuls peuvent imposer la réouverture.

Les soi-disant rentrées ne sont qu'une base de manœuvre. Les ouvriers espérant être repris à la rentrée suivante se tiennent « tranquilles ». Ce qui n'empêche pas que le 4 au matin on renvoyait nombre d'ouvriers pris la veille. Et qu'à Clichy par exemple, les 150 ouvriers qui rentrèrent le 3, remplaçaient l'équipe de nettoyage des magasins, licenciée la veille. Ainsi on entretient à bon marché chez les ouvriers des illusions qui les paralysent.

ELIE. (9e Section J. S.).

Dans les Magasins à Prix uniques

Il est nécessaire d'attirer l'attention de l'opinion publique, sur la façon odieuse dont les magasins dits « Cinq et Dix » (Porte d'Orléans et Barbès) agissent envers leur personnel.

A la porte d'Orléans la gérante entièrement au service des patrons, fait accomplir aux vendeuses des journées de 9 heures et demie et 10 heures pour le salaire de famine de 50 fr. par semaine.

Au magasin de Barbès une nouvelle gérante, animée d'excellentes intentions, a voulu limiter strictement le temps de travail de ses employées, mais elle fut de suite renvoyée, car a dit le patron : « Il nous faut des gens plus souples ». Ce Monsieur Audibert dit qualifier ainsi ses vendeuses ramenées à l'esclavage.

Et lorsqu'on pense que nos grands parents ont luttés pendant un demi-siècle pour arracher la loi de huit heures, il est inadmissible de voir un Monsieur Audibert le saboter ainsi. Jeunes vendeuses des « Cinq et Dix » protestez énergiquement. Une question ! A quoi servent les inspecteurs du travail ?

On solde ... !

Pour remédier à la crise le commerce a employé quelques nouvelles formules dont une des plus courantes est la vente dite de « solde ». Une de ces maisons les plus florissantes est sur les grands boulevards, au coin des rue et boulevard Montmartre. Voici quelques renseignements sur l'exploitation des employés.

Cette maison a de 25 à 30 vendeurs dont la paye varie entre 600 et 800 fr. par mois pour un travail 9 heures à 7 heures et demie moins guelte il n'en est pas question (de environ 1 heure un quart pour le déjeûner). Le travail est esquintant et les patrons ne veulent pas qu'un employé se repose même s'il n'y a rien à faire.

Jugez de la manière de traiter les employés. Pendan les fêtes il a été donné un carnet à souches sur lequel chaque vendeur devait inscrire ses ventes. Nous croyons tous que c'était pour nous donner une petite prime à la vente et nous trouvions cela juste, car nous avions fort à faire. Mais il n'y eu rien du tout. C'était juste pour tacher d'augmenter le chiffre ! Quelle délicatesse !

Le Cartel honteux..

Jean Méier de la 2e section des J.S. a, dans notre précédent numéro, lancé un appel à ses jeunes camarades Communistes. Il y dénonçait le danger de la collision entre les organisations : **Jeunesses Communistes et Amsterdam-Pleyel, et les Jeunesses Patriotes** sous le couvert de revendications communes. Il rappelait les tragiques expériences allemandes où des organisations ouvrières plus solides que les nôtres, ont payé chèrement de semblables errements.

Cet appel a causé un émoi certain dans les rangs des J.S. et chezles J.C. Plusieurs camarades sont venus nous dire leur stupéfaction, leur colère, leur dégoût de pareilles choses et souvent leur incrédulité .Aux incrédules nous dédions cet extrait de l'éditorial de l'« Avant-Garde » du 12 janvier, intitulé :

LE FRONT DES JEUNES GENERATIONS EN MARCHE

A l'appel du Comité national de la jeunesse (Amsterdam-Pleyel) qui proclama, voici quelques semaines, les droits et revendications des jeunes générations, un grand mouvement est déclanché.

En plein cœur de Paris, dans le quartier des Halles, un cartel est constitué pour la défense des revendications de la jeunesse. Des petits employés, membres des Jeunesses Patriotes, y combattent côte à côte avec les jeunes laïcs et républicains et jeunes communistes.

Puis, nous livrons à leurs méditations, ce communiqué paru en première page du même numéro :

LE CARTEL DU 2e Arrondisement SOUTIENT L'ACTION DES CHOMEURS

Le bureau du Cartel de la jeunesse des 1er et 2e arrondissements, réunis le 7 janvier, a décidé à l'unanimité d'appuyer les revendications des jeunes chômeurs.

Spécialement :

1° *Inscriptions de tous les jeunes chômeurs au* FONDS DE CHOMAGE»;

2° *Exonération du loyer avec allocations compensatrices aux petits propriétaires ou logeurs;*

3° *Augmentation de deux francs d'indemnité de chômage;*

4° *Cartes avec coupons de transport gratuit pour les chômeurs;*

et invitent tous les membres des organisations composant le Cartel et les jeunes des 1er et 2e arrondissements à soutenir de leur présence la délégation des chômeurs qui se rendra le 12 janvier à la Chambre des Députés, déposer leurs revendications.

Comité des chômeurs :

L'Etoile Sportive ouvrière des Halles;

Comité anti-fasciste d'Amsterdam-Pleyel;

Jeunesses patriotes des 1er et 2e arrondissements;

Jeunesses républicaines du 2 Arrondissement;

Jeunesses communistes des 1er et 2e arondissements;

Jeunesses laïque set républicaines des 1er et 2e arrondissements.

l'I. C. et l'Unité...

A tous ceux qui aiment les documents originaux, nous soumettons ces extraits d'une brochure de Piatniski et Knorine, éditée récemment en allemand à Moscou et intitulée (1) : « Contribution à l'Histoire de l'Internationale Communiste ».

...Jeunesses et syndicats n'ont pas consacré au travail de masses l'attention nécessaire et n'ont pas mené contre les syndicats réformistes et le parti socialiste un combat suffisant. Le parti socialiste de France est un virtuose dans le domaine de la dûperie des masses et de la manœuvre raffinée...

...Pour retenir les masses dans leur passage au communisme, les socialistes parlent de front unique, tandis que, en réalité, ils entravent toute lutte commune des ouvriers socialistes et communistes...

NOUS FORMONS UNE COOPERATIVE !

APPEL A NOS AMIS

Nous préparons activement les statuts d'une société coopérative ouvrière de production dont l'objet sera d'assurer la publication de nos organes et brochures.

D'ores et déjà un certain nombre de concours nous sont acquis. Nous désirons que le plus grand nombre de nos amis et lecteurs se joignent à nous.

A cet effet nous avons envisagé des participations de 250 francs libérables par fractions. En souscrivant des parts, nos amis coopéreront à notre œuvre, nous aideront à en assurer la vie et participeront à sa gestion et à sa direction.

"Chout" de Prokofieff

Ce mois-ci nous apporte une œuvre que l'on avait déjà enregistrée il y a quelques années, mais dans une édition assez peu satisfaisante. Il s'agit de la suite du Balelt de Prokofieff : *Chout.*

Chout, du compositeur soviétique est une œuvre pleine d'intérêt. Elle est une manière de résumé du tempérament du jeune maître à qui l'on doit : *L'Amour des Trois oranges,* entre autres ouvrages de classe. *L'Amour des Trois oranges* est sans doute plus personnel, mais alors que l'auteur s'y montre trop volontaire, et l'écriture tendue, appuyée, amenant une certaine unilatéralité gênant *Chout* révèle des possibilités d'ironie, de sensualité, que ne laisse point supposer *l'Amour des Trois oranges. Chout* est plus aéré, plus libre aussi.

A écouter et réécouter cette brillante suite au phonographe, on serait assez facilement enclin à reprocher à son auteur des influences indéniables.. Au passage on reconnaîtra, en effet, Moussorsky et Ippolitov-Ivanov, des rappels de Stravinsky également de Rimsky-Korsakov ce qui est plus gênant, car vraiment Prokofieff n'a que faire de cette facilité qui caractérise l'ornemaniste de Shéhérazade. Il sied de ne pas trop se laisser aller à des reproches. Le rappel de Rimsky excepté, ou si l'on veut accepté, cela dure peu d'ailleurs!

L'ouvrage est d'une belle qualité, plein d'attraits, riche de notations délicates et d'une belle coulée.

Ecoutez *La Danse des Bouffons,* première face du premier disque, et le dialogue cocasse de *La Querelle du Bouffon avec le Marchand,* où le sens de l'humour évoque (et en mieux) les pages les plus réussies de Richard Strauss. Par endroits aussi dans *Chout,* une sève populaire authentique hausse la phrase à la joie vive. Quant à l'exécution par l'orchestre de l'Association des Concerts Lamoureux, sous la direction de M. Albert Wolff, elle est entre points, remarquable.

C'est à prix abordable deux admirables disques de collection. Voici le détail de chacun d'eux :

POLYDOR 516-583

a) *Danse des Bouffons;*

b) *Le Boufon travesti en jeune femme.*

POLYDOR 516-583

a) *Danse des Filles des Bouffons;*

b) *Dans la Chambre à coucher du Marchand;*

c) *La querelle du Bouffon avec le Marchand;*

d) *Danse finale.*

Profitons de cette note sur l'auteur soviétique pour rappeller quelques œuvres déjà disquées de lui :

Concerto N° 3 en do majeur, opus. 26 pour piano et orchestre London Symphony Orchestra (Direction Coppola) et Prokopieff au piano.. Gramophone MB 1.725 à 28. (*Disque à 35 francs*).

L'Amour des Trois oranges, a) Valse, Scherzo; b) Marche et Sherzo. Même orchestre, direction Albert Coatès. Gramophone W-919 (35 francs).

Prélude en do mineur, opus. 12, piano par Michel Von Zadra. Polydor 23.022 (15 francs).

Prélude harpe), Mlle Renie, Odéon 166.232 (22 francs).

Citons encore les interprétations pianistiques de la célèbre *Marche de l'Amour des Trois oranges,* par Mlle Madeleine de Valmalète, chez Polydor 95.175, et de Gourevitch, chez Pathé X.9826.

Parmi les autres disques de ce mois, citons *Raymond,* ouverture par Ambroise Thomas la seule page sortable de cet auteur. Orchestre Philarmonique de Berlin, direction Julius Pruwer. Polydor 27.058 (25 fr.) bon enregistrement sans plus. Le virtuose pianiste Braïlovsky nous donne la belle Barcarolle(en la dièse majeur (opus. 61) de Chopin. Polydor 35.014 (35 francs).

Terminons sur la mention d'un splendide disque de jazz de Louis Armstrong. (*Saint-Louis Blues* et le *Super Tiger Rag,* l'un de ses plus éclatants succès (Brunswick n° 500.490.

H. POULAILLE.

Journal d'un homme de quarante ans

par Jean GUÉHENNO. (Grasset Edit)

Dans aucun de ses livres, les qualités qui forment la personnalité de Guéhenno ne s'étaient peut-être affirmées avec autant d'éclat et d'assurance que dans son dernier livre. Courage, fermeté, probité, Guéhenno a pris les plus nobles des qualités révolutionnaires; je ne vois pas qu'il soit tombé jusqu'à maintenant dans une seule des faiblesses où glissent trop rapidement la plupart des intellectuels qui se rangent du côté du prolétariat. La lâcheté n'est pas à sens unique, et le conformisme n'est pas le privilège exclusif de certains. Il serait trop beau qu'il existât une formule, une attitude de tout repos où il suffit, une fois pour toutes, d'une affirmation de foi.

Le journal d'un homme de quarante ans témoigne d'un courage intellectuel, infiniment plus rare que le courage physique, qui redonne leur véritable prix à des valeurs que la couardise, l'esprit grégaire, l'horreur du risque de certains, ravalent à leur propre médiocrité. Ceux qui considèrent les idées — politiques ou autres, comme un doux oreiller, dans la mesure où ils ont quelque clarté dans l'esprit, car pour ceux qui ronflent déjà... — il leur est bien difficile d'aimer un tel livre qui revivifie les valeurs révolutionnaires, les ébranle, les anime à nouveau d'une inquiétude qui est le signe même de la vitalité, et puisqu'il faut que j'aille au bout de ma pensée, les consolide et les rend en même temps plus chancelantes.

Mais nous ne souhaitons nullement un prêche rassurant; il n'est pas question pour nous de nous laisser aller à quelque hypnose que ce soit.

Guéhenno entend ne rien abandonner de sa lucidité, et les dernières pages de son journal sont l'aboutissement logique de celles qui précèdent. Elles ne sont pas un claironnant hymne de foi; mais pleines de doute, d'attente, de l'anxiété frémissante de celui qui, ayant quitté le terrain solide où il avait avancé jusque-là, se retrouve à nouveau sur un sol mouvant.

J'aime ces pages plus je ne saurais dire, car je trouve en elles, au-devant d'elles, cette liberté de l'esprit, du jugement, qui est à mes yeux la caractéristique de l'intelligence révolutionnaire. Hors de là, je ne vois que lâcheté et soumission, de quelque couleur qu'elles soient ornées. Elles n'affaiblissent en rien, mais précisent, au contraire, renforcent, la condamnation d'un monde qui a été jugé d'une façon définitive. Qui ne voit que c'est la même lucidité qui dénonce les tares d'une société dépassée, donnant à tout le Journal cet accent passionné, mais qui, conservant ses vertus corrosives, termine le livre par une sorte de cri d'angoisse?

Ma joie est grande de le rencontrer là où il fallait qu'il fût, et de retrouver Jean Guéhenno, après qu'il a accompli le périple social, aussi humain, aussi clairvoyant, aussi courageux qu'il l'avait été dans ce qui précède; gardant les yeux grands ouverts là où la plupart, fatigués de la course qu'ils viennent de fournir, ne songent plus qu'à un repos qui ressemble étrangement à la mort.

Marc BERNARD.

ANNÉES MAUDITES

Journal de route d'un soldat de la guerre
par A. GUASSON

Il y a quelque temps de cela, j'apprenais qu'un ancien combattant corrézien, A. Guasson, avait consigné dans un journal de route ses impressions de guerre dont la lecture impressionnait vivement ceux qui avaient le privilège de les connaître.

M'étant procuré le manuscrit, j'éprouvai, en lisant le récit de ce survivant d'une « génération sacrifiée », une émotion intense. Je n'avais, sur la guerre, jamais rien vu d'aussi vrai, d'aussi poignant, d'aussi hallucinant, que ces pages où l'auteur, un ouvrier ajusteur, retrace avec une simplicité de ton, une sobriété d'expression et une puissance d'évocation peut-être inégalées, les misères, les souffrances, l'épuisement des premières victimes du drame.

La guerre avait donc trouvé une voix humaine, une voix ouvrière, pour crier ses horreurs ! Et mon émotion se doublait d'une joie immense à l'idée que ce tableau fidèle de ce que fut véritablement le carnage, nous donnait une arme de plus pour lutter efficacement contre la guerre.

A. Guasson est né à Tulle en 1889. Fils d'ouvriers, ouvrier ajusteur lui-même, il prit contact à l'âge de douze ans avec l'usine. C'est donc, dans toute la force du terme, un des nôtres.

On lira à la fin des fragments que nous donnerons de son « Journal de route » et dont nous commençons la publication par la scène de l'Hôpital, le récit qu'il fait de ses propres angoisses quand, sur le champ de bataille, serré l'un contre l'autre avec un blessé allemand, « ils s'étreignaient farouchement pour lutter contre la mort ».

Dans ces pages, où l'on chercherait vainement le moindre effet littéraire, A. Guasson dit ce qu'il a vu avec ses yeux et senti avec sa chair. Vision déchirante en même temps qu'écho lancinant de la souffrance de millions d'hommes sacrifiés qui pourtant « ne demandaient qu'à vivre, à conserver leur force et leur jeunesse », le « Journal de route » de A. Guasson nous fait toucher du doigt l'atroce réalité de la guerre.

Et son témoignage, toujours objectif, a une valeur historique inestimable.

MARCEL BODY.

L'HOPITAL

Août 1914. — Vers 6 heures du soir, j'accompagne un camarade, blessé à la tête. Nous suivons les blessés qui s'en vont par leurs propres moyens ou soutenus par leurs compagnons d'arme. On les dirige sur l'hôpital de Carignan. Je m'y rends avec mon blessé.

Des majors affairés s'emploient activement à faire les premiers pansements, mais ils sont débordés. Ils sont cinq et il en faudrait quarante. Un major me réquisitionne ainsi que quleques camarades. Nous aidons tant bien que mal à faire les pansements.

Les blessés continuent d'affluer. Les lits sont pleins jusqu'au dernier. Les majors ordonnent de déposer les nouveaux arrivants dans un pré situé derrière l'hôpital.

Les opérations indispensables se font dans l'escalier, sur les paliers. Nous devons tenir les patients qui poussent des cris déchirants. On coupe des jambes et des bras fracassés par les obus, des pieds en bouillie dans les souliers, on remet en place des mâchoires fracturées et des joues qui pendent, laissant entrevoir des langues coupées et des dents cassées... Nous nous mettons à quatre pour tenir les patients. Nous coupons avec des ciseaux les vêtements qui cachent la blessure. Un seau reçoit toute cette viande humaine et il faut le vider à chaque instant. Le sang ruisselle et nous en sommes couverts.

Parmi ces opérations, il en est une particulièrement douloureuse qu'il faut faire souvent. Elle consiste à sortir les éclats d'obus qui se sont logés dans les reins des blessés. La plaie mise à nu, les majors doivent fouiller avec des pinces dans cette bouillie rouge. Fréquemment, nous sommes renversés par l'opéré qui hurle de douleur, surtout au moment où le tampon de ouate imbibé de teinture d'iode est introduit dans la plaie...

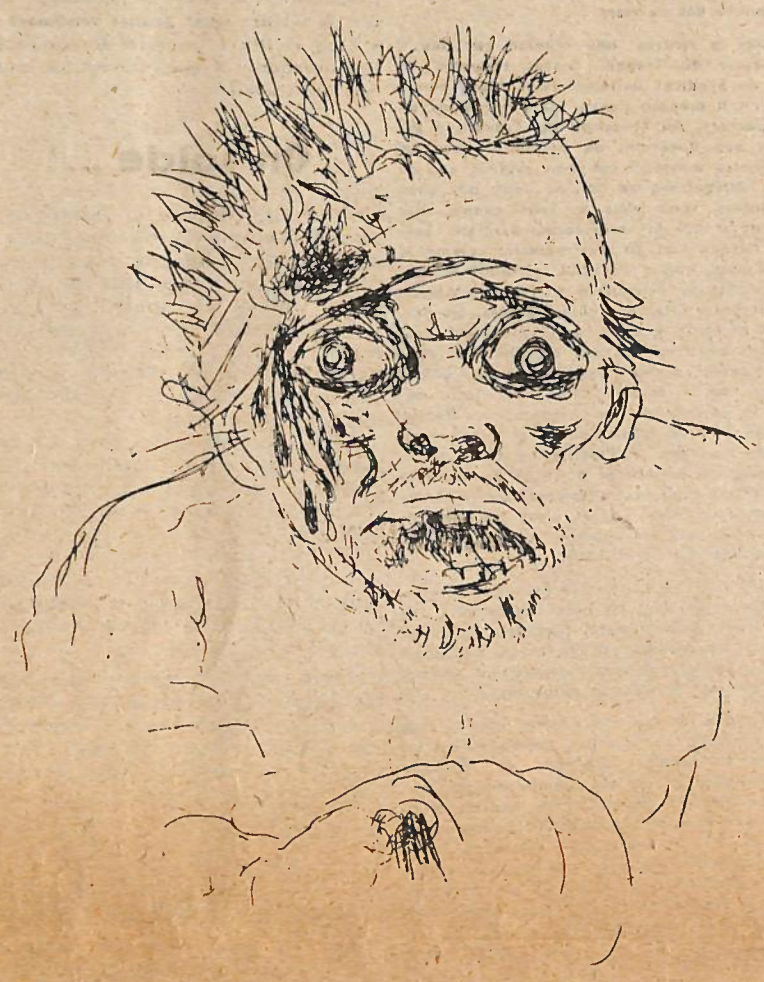
Tout cela est horrible et je n'y peux tenir. Mes jambes se dérobent sous moi et une sueur froide m'inonde la figure. Les majors eux-mêmes sont émus, mais ils se raidissent et nous reprochent notre manque de courage. Le personel de l'hôpital se dépense sans compter. Il y a là trois religieuses, deux infirmières, un curé, un vieux jardinier et une jeune fille d'une quinzaine d'années.

Et les blessés affluent toujours. Impossible de les panser. Beaucoup meurent, faute de soins. Où sont donc les majors des régiments qui se battent? Ceux qui sont là, complètement découragés, ne savent où donner de la tête.

Parmi tous ces blessés les uns crient, les autres pleurent. L'un d'eux m'arrête au passage, il me supplie de ne pas le laisser, il a la figure en sang. Un major passe, je l'appelle, il regarde, a un mouvement de pitié et me dit tout bas à l'oreille : Il est aveugle. Je console ce pauvre camarade en l'assurant que ce ne sera rien et qu'on viendra le chercher dans un instant.

Un autre, un grand gaillard, veut tuer tout le monde. Il frappe sur tous ceux qui l'entourent, il croit avoir affaire aux Allemands. Je fais appel au curé qui m'aide à le maîtriser. Nous l'enfermons dans un cabinet de débarras où il casse tout...

La jeune fille est admirable de dévouement, pas un instant elle ne cesse de porter à boire aux



blessés, de les panser, de leur faire faire leurs besoins les plus intimes, et de les encourager par de bonnes paroles. Nous devons l'aider, elle a souvent besoin de nous, pour soulever, ou recoucher les blessés. Elle nous offre un peu de bière que nous buvons avidement.

Les manches de la capote retroussées, les bras couverts de sang, nous ne savons que faire, nous sommes débordés... Devant cet horrible spectacle je me sens devenir fou. Je sors devant l'hôpital pour respirer un peu d'air frais. Il fait nuit. La bataille a dû s'arrêter car la fusillade a cessé. Des soldats emgravier et les pelouses devant l'hôpital.

Dans une encoignure de la porte d'entrée quelqu'un appelle. Je m'approche, j'aperçois une forme humaine. Je demande qui est là. Un cri rauque me répond. L'ombre, les bras ouverts, se dresse et se penche vers moi. J'ai peur de ces yeux hagards et je recule malgré moi. Tout à coup, l'ombre fait deux pas et tombe comme une masse avec un râle d'agonie. Je m'agenouille et constate que c'est un artilleur. Je le retourne, il est mort. Le sang lui sort par la bouche. Il me semble que ses yeux vitreux me fixent, je me sauve, épouvanté...

Je pénètre à nouveau dans cet enfer. Les blessés se sont entassés dans le couloir, ils montent les uns sur les autres, ils s'étouffent, s'écrasent. D'autres rampent dans les escaliers et cherchent à atteindre les salles qui sont archi-pleines. Parmi les cris et les râles ce qu'on entend le plus est: A boire! A boire! Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les contenter, mais il nous est défendu de donner à boire aux blessés du ventre, et c'est ceux qui crient le plus fort. Quel cauchemar!

Plus fort que les autres, un soldat roule sur ses camarades, il se démène et hurle des mots sans suite. Il a la figure en sang. Avec Maugein nous le tirons de côté et lui lavons la figure. Mais stupeur, ce sergent, nous le connaissons. C'est Gérard. Nous le soignons, mais il ne nous reconnaît pas.

A minuit, nous sommes encore à l'hôpital, quand un motocycliste vient nous avertir qu'il est temps de déménager, les ulhans sont dans la ville. Il nous apprend que les dernières troupes se sont repliées depuis plus d'une heure. La bataille a donc duré dix heures.

Les majors, bras et mains couverts de sang, s'arrêtent. Ils n'en peuvent plus. Ils donnent l'ordre du départ, les blessés qui peuvent marcher nous suivront.

Avant de partir, une religieuse me supplie de l'accompagner pour un instant. Elle veut se rendre compte de ce que deviennent les malheureux blessés, qui ont été déposés dans le pré derrière l'hôpital. A la lueur d'une bougie nous nous dirigeons vers cet endroit. Quel tableau! C'est à devenir fou. Un grouillement de corps enchevêtrés, des mourants qui se traînent sous les meules de foin, des morts collés les uns contre les autres! Du sang. Des râles! Le vent éteint la bougie. Les dents claquent dans notre bouche. Nous nous sauvons épouvantés devant cette vision de mort.

Lorsque les blessés se rendent compte de notre départ précipité, une clameur monte de tous ces malheureux entassés dans le couloir et les jardins. Ils s'accrochent à nos jambes, à nos capotes et supplient que nous les emmenions. Mais c'est impossible, il faut partir et les abandonner.

Quelle horrible chose que la guerre!

A. GUASSON.

L'idéologie Nazi au Cinéma

LE FILS PRODIGUE

Il y a une attitude de dénigrement général à moitié instinctive, à moitié consciente dans l'intention d'émousser toutes les armes de l'adversaire. Il y a une attitude ultra-libérale, qui porte à une extravagante largeur d'esprit sous prétexte de reconnaître l'artiste au milieu de sa confusion intellectuelle. Il y a une attitude philosophique qui consiste à analyser le contenu d'un chef-d'œuvre comme l'éclair du génie dans la substructure, à la manière d'Engels, étudiant Bazac. Dans tous les cas, l'objectivité de l'appréciation en prend un bon coup et je ne parle encore que de la critique libre, celle qui ne s'exerce pas au nom d'un parti pris esthétique. C'est dire que je ne prétends guère être impartial dans un article sur le *Fils Prodigue* (*Der Verlorene Sohn*) un film allemand qui a l'extrême habileté, sans avoir un caractère de propagande apparent, de développer quelques uns des thèmes les plus caractéristiques de démagogie Nazi.

On connaît les liens officiels d'amitié qui unissent Hitler à Leni Riefensthal, la vedette de race pure, mais on connaît moins les relations plus secrètes de Leni Riefensthal et de Luis Treuker, le metteur, le metteur en scène du *Fils Prodigue*. Ce film puisait donc à sa source, si j'ose dire, la vraie doctrine du racisme.

En effet, ou voit le bûcheron, montagnard, skieur du Tyrol, en proie à la noble agitation du voyageur, au grandiose désir d'émigrer, propre au fier dolychocéphale blond, tandis que le vulgaire brachycéphale brun, comme chacun sait, ne pense qu'à rester chez lui, manger la soupe aux choux, dans ses pauvres collines tertiaires. Premier thème.

Le montagnard s'en va donc à New-York, mais on n'ignore pas que la terrible corruption libérale-judéo-marxiste y a fait ses ravages. Notre bûcheron sombra dans un triste chômage. Il va jusqu'à voler. C'est bien fait, ça lui apprendra, il n'avait qu'à rester chez lui où il trouvait autant de travail qu'il voulait. Second thème.

Tandis qu'il cherche du travail, il se trouve mêlé à la lie de la population, les juifs, les nègres. Dans un bureau de placement on le repousse, tandis qu'on fournit de l'occupation à une brute africaine. Il traîne dans les rues à côté des noirs nonchalamment étendus sur le pavé. Au cours d'un match de boxe, on remarque l'exaltation sauvage des spectateurs négroïdes. Troisième thème.

Pris de nostalgie il rentre chez lui, ce qui fait en somme qu'il n'est pas plus avancé que le stupide brachycéphale. Je passe sous silence l'anecdote sentimentale de la ravissante compatriote qu'il délaisse momentanément pour le mirage de la fausse blonde américaine. Il arrive dans son pays à un moment solennel, c'est la nuit du Solstice d'hiver, on célèbre la fête des Forces Rudes de la nature. Tous les habitants du village ornés de masques (certains ne ressemblent-ils pas à des masques nègres !), dansent et chantent autour des feux de sapin, portant chacun, l'un des attributs d'un néo-paganisme passablement littéraire. Quatrième thème.

Si l'on passe aux qualités cinématographiques, elles sont indéniables. Les arbres gigantesque s'abattent majestueusement dans un fracas de branches cassées. Les courses en ski se poursuivent dans un nuage de neige. Surtout on célèbre la fête des Nuits Rudes, sur une musique étrange, au milieu d'éclairages fuligineux : corps de ballet dont les figures ne vont pas sans rappeler un certain expressionisme fort peu orthodoxe dans l'Allemagne réveillée. Toutefois certains spectateurs ne peuvent se laisser entraîner dans la vie de l'écran, lorsqu'ils sont éclairés sur des ressorts idéologiques inadmissibles.

Signalons une petite ruse commerciale. Les alemands lassés de voir leurs films boycottés dans certains pays, se décident à les présenter sous l'égide de firmes américaines. Je ne suis pas personnelement pour le boycott intellectuel. Il suffit d'analyser les éléments théoriques pour immuniser le public. C'est le dessin de cet article.

Louis CHAVANCE.

Le dernier Milliardaire ou Les admirateurs de René Clair

Ce n'est pas sur la critique du film que va porter cet article, mais sur le charmant état d'esprit de la corporation cinématographique française. Nous sommes aux temps du muet. Voilà un metteur en scène considéré comme « avant-garde » car il a des idées personnelles. Il n'est pas dangereux parce qu'il ne trouve guère les moyens de faire un travail d'envergure et que du reste ses productions sont passées soigneusement au crible des distributeurs, des loueurs, des exploitants, c'est-à-dire qu'elles n'arrivent guère jusqu'au public. **Entr'acte, Paris qui dort, le Voyage imaginaire, le Chapeau de paille d'Italie, Les deux timides.** Mais voici qu'à la faveur du bouleversement produit dans l'industrie du cinéma par l'avènement du « parlant », il réussit **Sous les toits de Paris,** un film accueilli instantanément par un retentissant succès mondial. Quel génie ! Quelle maîtrise ! Nous avons enfin un metteur en scène dont le talent passe les frontières. Ses productions suivantes sont acceptées avec la même faveur. Pas une note discordante dans le concert des louanges.

Pour peu qu'un public élégant sente confusément que le thème de la dictature ridiculisée ne s'accorde pas avec la nourriture spirituelle que lui verse quotidiennement **Le Jour** ou **L'Echo de Paris** et si tant est que le film n'atteigne pas la précision d'horlogerie dans les effets comiques d'où sort inévitablement le rire, — un sourd murmure se propage dans les milieux corporatifs. Enfin, ce René Clair dont on nous rebattait les oreilles, il est aussi capable de se faire siffler. Chacun avait, dès le début, flairé le bluf, le snobisme, le coup de chance. Tous auraient depuis longtemps dégonflé la baudruche, s'ils avaient eu le temps d'y penser. Il en est peu qui n'avaient eu l'occasion de témoigner à leur victime une respectueuse admiration.

Le grand malheur, en ce qui concerne **Le dernier milliardaire,** c'est qu'il est très difficile de faire le départ entre la mauvaise foi insidieuse du personnage qui attaque le film pour défendre ses plus chères convictions et les réserves du spectateur qui n'est pas entré dans le jeu. Personnellement le film ne m'a pas séduit pour un certain nombre de raisons où dominent l'insuffisance du découpage et la faiblesse extrême de la distribution. Mais il faut dire que je connais plusieurs personnes, non dépourvues d'esprit critique, qui ont ri à gorge déployée, dans un cinéma de quartier, au milieu d'un public parfaitement chaleureux. Il faut bien penser que les considérations artistiques n'interviennent pas plus dans certaines critiques que l'état d'esprit inspiré par l'exemple du Frère Latin ou de la République Sœur d'Allemagne.

La question n'est pas de savoir si le film est bon ou médiocre. La décision objective en est réservée aux couches plus ou moins larges du public qu'on lui permettra de toucher. Il importe de souligner l'état d'esprit des milieux cinématographiques, dont les mœurs ne sont même pas aussi loyales que celles de la Jungle chez Kipling, afin que le public sache dans quelles ménageries on lui fabrique ses distractions.

Louis CHAVANCE.

Les Congrès de Fonctionnaires

La Fédération générale des fonctionnaires, adhérente à la C.G.T. a tenu son congrès au palais de la Mutualité les 14, 15 et 16 décembre 1934. Deux questions ont été examinées sérieusement, deux questions qui soulèvent les controverses les plus passionnées dans le prolétariat, l'unité syndicale et le plan de la C.G.T. Examinons-les

L'Unité Syndicale

Un mois avant ce congrès s'était tenu celui de la *Fédération autonome des fonctionnaires* qui groupe principalement les deux syndicats nombreux et actifs « des contributions indirectes » et des « douanes actives ». Le syndicat des douanes actives avait proposé la rentrée immédiate de la F. A. dans la Fédération confédérée. La majorité de la F. A. des fonctionnaires s'en tint à la position du congrès de fusion inter-confédéral préalable aux fusions fédérales, position qui est défendue par la C.G.T.U. et la plupart des syndicats ouvriers autonomes ou uniques qui ne puisent pas leurs directives dans la politique d'une centrale ou d'une autre. Mais en attendant le congrès d'unité, la F.A. reprenant une suggestion faite il y a deux ans par la Fédération confédérée proposait la création d'un comité de coordination où les deux organisations seraient représentées proportionnellement à leurs effectifs.

Telles étaient les propositions qui se présentaient aux congressistes confédérés et qui furent défendues par Lavoral, délégué de la F.A. A une écrasante majorité, le congrès repoussa les propositions de la F.A. en ce qui concernait l'action commune. L'argument invoqué par le Bureau et les partisans de la majorité est que l'action commune cristallise les organisations existantes et ne fait pas avancer le problème de l'unité.

C'est une contrevérité manifeste ! Il n'y a pas d'unité sérieuse, sincère, loyale, sans des contacts préalables où se précisent les divergences *réelles* entre les tendances du mouvement ouvrier. Si les conversations du moment sont nécessaires pour la réalisation de l'unité, les contacts réels dans l'action quotidienne permettent de constater exactement *dans quelle mesure et sur quelles bases* l'Unité est pratiquement réalisable. On comprend pourquoi les éternels bureaucrates qui siègent à la direction de la C.G.T. et des grandes Fédérations sont contre l'action commune et les contacts permanents entre organisations. Ceux-ci leur interdisent ces manœuvres diplomatiques qui se cachent derrière les spéculations en faveur de l'Unité et qui ne tentent qu'à sauvegarder le rôle dirigeant de ces bureaucrates.

La direction de la Fédération, par les voix de Laurent et de Giron a aussi repoussé une motion adoptée au préalable par la Fédération des services publics. Cette motion est favorable à l'organisation de tendances syndicales au sein du mouvement, ainsi qu'à la souveraineté du congrès de fusion en matière d'affiliation internationale (Moscou et Amsterdam) et de modifications aux statuts de la centrale unique.

On voit que sur les détails techniques de l'unité comme sur les principes d'une soi-disant démocratie intérieure des organisations, les dirigeants fédéraux restent de bons serviteurs du conservatisme confédéral. Le seul geste positif accompli dans la voix de l'unité par le congrès fut une demande adressée à la C.G.T. de reprendre les pourparlers verbaux avec la C.G.T.U.

Dans le débat on entendit le délégué de l'Isère(*Machot*, rappeler que l'Unité totale était réalisée dans son département par la création d'une *Union unique départementale* groupant confédérés et unitaires.

Rappelons à ce sujet l'attitude révolutionnaire prise par l'Union départementale de l'Isère, tant sur le problème de l'Unité que sur celui soulevé par le Plan de la C.G.T. dont nous parlerons plus loin. Nos lecteurs trouveront ci-dessous le texte des deux motions adoptées par les confédérés de l'Isère.

La méthode des militants de l'Isère est le contrepied de celle des dirigeants confédéraux. Ils réalisent à la base cette Unité syndicale dont les dirigeants tant unitaires que confédérés parlent surtout pour mieux l'enterrer.

Ce désir d'unité (?) il est d'ailleurs tempéré chez le secrétaire fédéral *Laurent* par des déclarations comme les suivantes : « *Si nous voulons l'unité, qu'on sache bien que nous repoussons l'aventure. Nous ne voulons pas un mouvement d'ensemble pour nous mener en Espagne* (sic) *mais pour promouvoir et construire* ». (Peuple 16, XII).

On voit que les bureaucrates ne sont de cœur avec le mouvement d'Unité que si celui-ci enterre purement et simplement les méthodes confédérales : « *promouvoir, construire* » (?) mais surtout pas de grèves générales, pas de mouvement révolutionnaire ! On voit que chez ces gens, l'incompréhension profonde de notre époque subsiste intégralement. Ils n'ont tiré aucune leçon de la victoire du fascisme allemand. Le sort triste et ignoble à la fois des *Leipart* les séduirait-il ?

Le Plan de la C. G. T. et la prise du Pouvoir

Une discussion d'ailleurs très confuse s'est engagée sur le plan de la C. G. T., montrant que chaque orateur se faisait une idée presque personnelle du rôle et de l'usage de ce plan. Il semble cependant qu'à des nuances près, le délégué de la C. G. T., *Belin*, et le rapporteur du congrès *Neumeyer*, aient dit des choses semblables. Belin affirme : *Le choix de la classe ouvrière doit s'exercer entre la méthode insurrectionnelle, entre la grève générale armée et la méthode du Plan* (Peuple 15 XII), et il ajoute : *C'est par le Plan que la classe ouvrière pourra exercer le pouvoir.* Neumeyer, lui, écarte successivement la méthode électorale et parlementaire et celle de l'insurrection armée. Il repousse aussi une politique d'attente. Alors que reste-t-il? *La position intermédiaire que constitue le plan de la C. G. T.*, répondit-il (*Peuple*, 16 décembre). Là, vraiment, nous ne comprenons plus. Que le plan apporte aux travailleurs et aux classes moyennes la sévitation des mesures économiques nécessaires pour sortir de la crise, c'est là une opinion discutable mais en elle-même parfaitement raisonnable! Mais comment le Plan peut-il être opposé à un moyen pratique de conquérir le pouvoir? Comment ce « talisman » ouvrira-t-il les portes de la bastille capitaliste? Nous nageons en pleine utopie. *Logiquement,* nous pensons qu'il y a trois méthodes pour arriver au pouvoir: la méthode légale ou électorale, la méthode illégale de l'insurrection armée et une méthode mixte qui peut procéder des deux premières. *Pratiquement,* nous connaissons l'impuissance des méthodes légales. Les dirigeants syndicaux, eux, préfèrent repousser tout en bloc et se livrer à des prières en faveur du plan messie! Ce refus de poser la question du pouvoir pour appliquer le plan (nous faisons abstraction ici de sa valeur propre), nous démontre que les chefs de la C. G. T. seraient très heureux de le voir adopter par un gouvernement réformateur de la nuance Roosevelt. Ce n'est pas là une déduction arbitraire, comme certains pouvaient le croire, mais un désir réel de ces dirigeants que les uns dissimulent adroitement, tandis que d'autres, plus gaffeurs ou plus francs, nous dévoilent. C'est ainsi que *Froideval*, secrétaire du Bâtiment confédéré, écrit, dans la *France virile* (sic) ce qui suit :

Aurons-nous, en France, un Roosevelt qui, au lieu de singer l'Italie fasciste ou l'Allemagne hitlérienne, dans des mesures de désespoir, voudra appliquer le plan de rénovation économique de la G. G. T.? Voilà qui est net! *Il n'est pas de sauveur suprême,* chantaient les syndicalistes avec tous les ouvriers conscients. Faudra-t-il que ces messieurs de la C. G. T. nous fabriquent une nouvelle *Internationale* où seront vantés les mérites du Plan et la nécessité pour le peuple français de posséder un « despote éclairé »?

On est bien naïf à la direction confédérale, à moins que les dents n'y soient longues. « Vite, un bon petit ministère planiste! »

Pour un rassemblement !

Delmas est venu apporter des paroles de bon sens : « *Mais ce vote acquis* (l'adoption du plan), dit-il, *vous n'aurez pas dissipé l'inquiétude dont parlait Bernard tout à l'heure. Au fond, la naissance du plan de la C. G. T. ne résout pas tout le problème posé par la crise actuelle.* » (Peuple, 16 XII). « Il faut savoir qui appliquera le plan », ajoute Delmas. C'est, en effet, toute la question. Ou bien le plan ou un simili plan est appliqué par le capitalisme industriel (en partie favorable à une nationalisation du crédit) et alors, il impliquera une exploitation accrue des travailleurs; ou bien, le pouvoir sera aux mains des travailleurs et le plan appliqué *avec un contrôle démocratique indispensable*, peut être un moyen de libération! *Delmas* repousse l'idée d'une insurrection surgissant spontanément, mais accepte comme nécessaire une insurrection défensive contre le fascisme. C'est là, à notre sens, une pure question de mots. Dans la guerre civile, comme dans la guerre étrangère, la seule justification est l'obtention de la victoire. Il peut être politique dans certaines circonstances, que l'insurrection ait une *apparence* défensive; mais il serait stupide que la classe ouvrière, sous le prétexte moral qu'elle ne saurait prendre l'offensive, attende comme en Autriche d'être acculée à une défensive glorieuse mais parfaitement vaine. En Espagne, la première offensive ouvrière a échoué, mais ce fait, loin d'abattre le prolétariat et de l'isoler moralement, aboutit aujourd'hui à un renforcement prodigieux de la puissance et de son prestige! Ces réserves faites, que l'insurrection soit défensive ou offensive, il faut s'y préparer, non par des discours plus ou moins hypothétiques, mais dans la réalité pratique!

Enfin, Delmas est partisan d'un vaste rassemblement prolétarien (1) comprenant syndicats, partis politiques, sociétés culturelles, etc.

Nous enregistrons cela comme un aveu implicite de la carence et du bluff des soi-disants Etats Généraux du travail que la C. G. T. avait convoqués en avril dernier. Les *Etats Généraux du travail vénérables*, représentant les intérêts matériels et moraux du monde du travail sont une nécessité absolue. Aucune organisation n'a assez d'autorité pour représenter, elle seule, la classe ouvrière. Aucun plan, si magnifique soit-il, ne représente la vérité absolue et ne synthétise les aspirations de l'immense majorité de la population. Seuls, des Etats généraux représenteraient ses aspirations et permettraient de dresser devant l'Etat bourgeois la force naissante du futur Etat ouvrier. Telle est aussi — semble-t-il — l'idée de Delmas! Elle nous apparaît comme la seule idée vraiment positive exprimée dans le congrès.

Celui-ci a retenu cette proposition, mais en en restreignant la partie par le paragraphe suivant de sa résolution finale : *Sur la base des principes du plan d'action contre la crise, établi par les soins de la C. G. T., le rassemblement... peut s'effectuer.* (Peuple, 17, XII). Nous retombons dans l'ornière sectaire, si chaque organisation demande un rassemblement sur son plan ou son programme; alors il n'y aura jamais de rassemblement. Que chaque organisation apporte ses idées à l'élaboration d'un programme commun, bien! Mais seuls les *Etats généraux du travail* pourront imposer un programme qui sera alors vraiment la synthèse de toutes les aspirations de la classe ouvrière et des classes moyennes paupérisées!

COLLINET.

(1) Il est regrettable que Delmas, avec la majorité de la Fédération confédérée de l'enseignement repousse le rassemblement restreint, certes, mais tout à fait indispensable que constituerait la réalisation d'un front unique avec la Fédération unitaire de l'enseignement.

Au chevet du capitalisme malade

Nous n'avons pas l'intention d'examiner ici *tous* les projets qui surgissent de différents côtés dans la séduisante perspective de mettre fin à la crise, ou du moins d'en atténuer les effets, de faire renaître la confiance, et de remettre en marche la machine rouillée de l'économie capitaliste. Ils sont trop. Nous voulons du moins examiner la position de certaines fractions de la classe ouvrière, et quelques suggestions venant de l'« autre côté ». Nous aurons, hélas, à constater qu'il y a presqu'identité de vues de part et d'autre, sous des aspects différents, et que tous ces remèdes font figure d'emplâtre sur une jambe de bois.

Du côté ouvrier, on voit différents organismes s'élever avec un ensemble touchant contre la politique de déflation, c'est-à-dire de diminution des salaires et traitements. C'est le thème du plan de la C.G.T., aussi bien que la position des différents syndicats et partis d'extrême gauche. Le plan de la C.G.T. demande au surplus la semaine de 40 heures, sans diminution de salaires. Cette revendication est approuvée dans les milieux syndicalistes les plus divers.

L'opinion courante (elle est exprimée aussi bien dans le Peuple que dans la Révolution Prolétarienne), c'est que le maintien du pouvoir d'achat est une barrière à l'aggravation de la crise, ce qui serait vrai si le pouvoir d'achat était indépendant de l'état de l'économie, et docile aux objurgations des pontifes. Corollaire : Il ne faut pas diminuer les salaires et si l'on veut scolie : il faut les augmenter). Que chaque individu en particulier, et les organisations ouvrières en général désirent le maintien du niveau des salaires et cherchent à l'obtenir, c'est naturel. Mais la question ne se présente pas ainsi.

Nous vivons dans un régime capitaliste, organisé sur la base du profit. Peut-être faudrait-il ne pas l'oublier ? Par suite de la crise, la concurrence est poussée à son paroxyme dans la plupart des branches : 1°) entre nations; 2°) entre les diverses entreprises à l'intérieur des nations. Double phénomène dont la conséquence *logique et fatale*, dans le cadre de ce régime capitaliste, est : la baisse des salaires, la surexploitation du prolétariat, la compression des frais généraux par tous les moyens. Pourquoi ? Naturellement, parce que la loi du profit interdit à chaque entreprise de produire ou de vendre à perte. (1)

La question se pose donc ainsi : en fonction de la crise, et du régime de la concurrece accrue, le capitalisme peut-il :

a) Augmenter ou maintenir les salaires;

b) Accepter la semaine de 40 heures sans diminution de salaires; accessoirement, organiser avec équité, le secours aux chômeurs ?

Examinons la première question. On ne manquera pas de nous répondre que le capitaliste, en tant qu'individu, peut réduire la part du profit qu'il consomme. Soit. Cela ne suffit pas. Le tout est de savoir si le régime peut prélever sur la part de profit qu'il accumule en temps normal, de quoi satisfaire aux désirs du prolétariat, aussi bien de celui qui travaille que de celui qui chôme (2). Or, nous croyons que dans un grand nombre de cas, ce régime le peut de moins en moins, ou ne le peut plus du tout. Des entreprises grevées de trop de frais s'effondrent. Des usines ferment leurs portes. D'autres tournent au ralenti.

Il est vrai que selon nos « économistes » la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, en rendant un certain pouvoir d'achat aux ouvriers, enrayerait la crise. C'est raisonner un peu court. Peut-être convient-il de définir ce fameux pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat de l'ouvrier est constitué par son salaire. Or, ce salaire est une part que le capitaliste incorpore à ses prix de revient, et qu'il a intérêt à réduire le plus possible, s'il veut vendre le produit créé. D'où il ressort :

1° Que l'ouvrier dont le salaire (ou pouvoir d'achat) est inférieur à la valeur totale du produit qu'il aura fabriqué, ne pourra le racheter tout entier;

2° Qu'il faudra donc trouver un acheteur pour le surplus de ce produit.

Faute de quoi, on pourra augmenter tant et plus le pouvoir d'achat de l'ouvrier, sans que l'économie capitaliste ne se remette en marche pour si peu. Or, le problème c'est justement de trouver un acheteur pour les produits qui n'ont pu être absorbés par les ouvriers, c'est-à-dire: trouver un acheteur paysan ou un acheteur étranger .

Pour trouver cet acheteur étranger, il faut lui proposer le produit à meilleur marché que les concurrents étrangers eux-mêmes. C'est-à-dire : diminuer les frais de l'entreprise, parmi lesquels... les salaires. Tel est le cercle vicieux qui ne s'accomode guère des belles revendications, *possibles en périodes de prospérité, mais plus maintenant* : maintien ou augmentation du pouvoir d'achat, semaine de 40 heures, etc...

La vieille démagogie qui fit longtemps le fond de la propagande des parties ouvriers et des syndicats, demeure. On accuse la rapacité patronale. Ce thème est devenu puéril. Le racollage des mandats par le moyen des promesses vagues aux couches les plus diverses, ne l'est pas moins. La seule issue, donc le thème de la seule propagande raisonnable, c'est l'organisation d'une société socialiste, banissant la loi du profit. Cette abolition seule permettra la disparition de ce scandale suffisant pour condamner un régime : un ouvrier mourant de faim, faute de pouvoir d'achat, devant des stocks de produits qui ne trouvent pas d'acheteurs. « Organisons la société socialiste ». Tel est le seul mot d'ordre efficient.

Tant que les ouvriers ne seront pas persuadés (et comment le seraient-ils quand on voit leurs directeurs de conscience barbotter dans des mots d'ordre qui retardent de plusieurs années) qu'il n'y a en dehors du socialisme aucune issue, sinon l'esclavage, rien de décisif ne sera accompli. On ne voit que trop le sort des batailles pour le « pouvoir d'achat » : Roanne est l'exemple le plus récent (3). *Nous entrons dans une période de décadence du régime d'où le prolétariat ne sortira pas par les moyens de lutte du temps de la prospérité. Il ne s'agit plus, actuellement, de la bataille pour le pouvoir d'achat : mais de la bataille pour le socialisme.*

Nous examinerons plus particulièrement dans un deuxième article la question de la semaine de 40 heures. Jacques PRADU.

(1) Ce qui serait possible, dans une économie socialiste, pour certaines branches momentanément déficitaires.

(2) On comprend bien que le capitalisme qui réduit l'ouvrier au chômage pour diminuer ses charges, ne va pas accepter, Je lui donner sous forme de secours, ce pouvoir d'achat qu'il lui refuse sous forme de salaires !

(3) Ce qui ne veut pas dire qu'à la faveur de circonstances particulières, telle ou telle grève ne puisse vaincre. Mais à supposer que *tous* les ouvriers de France imposent une augmentation de leur pouvoir d'achat, qu'en résulterait-il ? Une hausse du prix de la vie, d'abord; une diminution de l'exportation, donc une aggravation du chômage, ensuite; en fin de compte, probablement, une dévaluation monétaire qui viendrait rétablir l'équilibre, et ... abaisser le pouvoir d'achat. Si les ouvriers de France avaient la force d'imposer au patronat une telle mesure, il vaudrait beaucoup mieux qu'ils s'emparent du pouvoir pour fonder le socialisme.

Notre prochain numéro sera consacré à Lénine. Il contiendra également les articles sur Rosa que nous n'avons pu faute de place, insérer dans le présent numéro.

Biographie de Lénine ..... Jacques SOUSTELLE
Lénine et le Léninisme ..... Marcel OLLIVIER
Spontanéité et Conscience socialiste d'après Lénine et Rosa
La Théorie de l'Impérialisme chez Hilferding et chez Lénine
La Conception de l'état ouvrier chez Lénine. P. BENICHOU
Lénine et le problème de l'Economie mixte .... A. PATRI
Lénine et la question nationale ..... J.G. GORKIN
La Théorie et la Pratique du défaitisme chez Lénine PRADER
Le Léninisme et les Jeunes générations .... SCHMIRER
Discours sur la Tactique ..... Rosa LUXEMBOURG
Franz Mehring ..... Marcel OLLIVIER

CASAS VIEJAS! ASTURIAS!

AU SECOURS DE CONDAMNES

Une trentaine de militants, héros des combats d'octobre ont été condamnés à mort par les tribunaux aux ordres de Lerroux et Gil Rolbès. Lerroux a besoin de ces vies pour donner des gages à la réaction. Gil Robblès veut compromettre un peu plus Lerroux devant l'opinion espagnole.

La vie de ces courageux camarades dépend de l'action du prolétariat international.

Nous joignons notre voix à celles qui se sont déjà fait entendre, et nous appelons tous nos amis, à protester de toutes façons contre les bourreaux Lerroux et Gil Roblès. SPARTACUS.

Le 14 avril 1931, le peuple espagnol se jeta dans la rue et en fut le maître absolu. Les bourgeois, attérés, souriaient faussement quand ils se heurtaient aux grands groupes populaires qui criaient : « Vive la République ! » et arrachaient les écussons royaux et le drapeau monarchique des édifices.

Là se borna cependant toute l'action du peuple dans la rue. Séduit par la facilité avec laquelle le régime républicain était sorti des urnes, trompé par les promesses démagogiques du gouvernement provisoire, confiant dans le Parlement républicain socialiste, il espéra que tout lui viendrait d'en haut.

Il eut vite fait de se rendre compte de son immense erreur. Le Parlement, faisant à la contre-révolution concession sur concession, ne vota en fin de compte aucune loi proprement révolutionnaire : la réforme agraire, anxieusement attendue par la totalité de la campagne espagnole, se résolut en une loi anodine et inapplicable.

Aussi le mécontentement surgit violemment, avec des caractères révolutionnaires, dans la campagne andalouse et dans l'Estrémadure, **où la grande propriété et le féodalisme agraire sont les plus oppressifs.** Deux révolutions agraires, dirigées par les anarchistes, en un peu moins d'un an, sont le résultat fatal de cette politique inepte, démagogique, contre-révolutionnaire, des premiers gouvernements républicains.

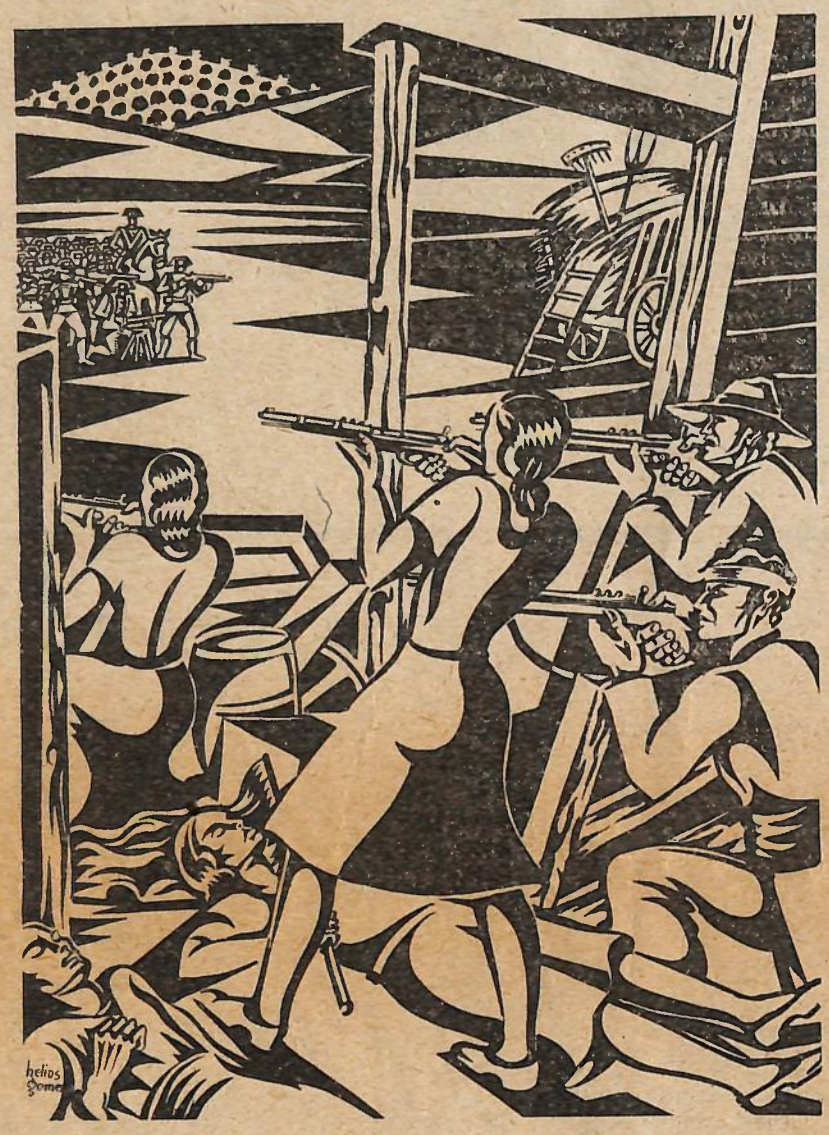
Le dernier mouvement a son couronnement dans le tragique épisode de Casas Viejas. Tous les habitants de ce misérable petit village andalou tombent assassinés par les forces gouvernementales. Presque aucun d'entre eux n'était révolutionnaire ! L'épisode est utilisé par les forces réactionnaires espagnoles — qui ont à leur actif tant de crimes du même ordre — pour attaquer le gouvernement en exploitant la sensibilité populaire.

La campagne ne fut pas sans produire son effet. La loi électorale (favorable aux grandes coalitions), le vote des femmes, la division ouvrière, le manque d'unité des républicains, le désordre dans les rangs anarcho-syndicalistes (qui, lorsqu'ils ne prêchaient pas l'abstention électorale, conseillaient de voter pour les radicaux de Lerroux ou pour les libéraux démocrates de Melquiades Alvarez) firent le reste : les Cortes contre-révolutionnaires commencèrent leur besogne; Lerroux se livra, se vendit à Gil Roblès, et c'est alors que les socialistes, convaincus de la colossale erreur qu'is avaient commise en ne faisant pas la révolution sociale quand ils étaient au pouvoir, se décidèrent à la faire dans l'opposition.

Les Alliances Ouvrières groupèrent toutes les tendances vers une fin révolutionnaire; seuls restent en dehors, dans quelques provinces, les anarcho-syndicalistes; dans les Asturies, ils donnent leur adhésion avec enthousiasme. Et l'on donne le signal de la révolution pour le jour où le Président de la République donnera le pouvoir à Lerroux et Gil Roblès. C'est ce qui se produit le 5 octobre.

Le 6 octobre dans la matinée, les Asturies se voient surprises par la plus formidable insurrection qu'ait à enregistrer l'histoire contemporaine. Toutes les agglomérations du bassin minier et des régions voisines, se lèvent au cri de **« Vive la Révolution sociale ! »** Des milliers d'hommes armés de pistolets, fusils, carabines, grenades à main, dynamite, assaillent les casernes des gardes civils et des gardes d'assaut. Presque tous se rendent; ceux qui résistent sont enlevés d'assaut; à presque tous, on laisse la vie sauve. A Sama seulement, et dans quelques autres localités le grand nombre de victimes faites par les gardes, empêche les vaincus d'échapper à la colère du peuple, en dépit des ordres des comités.

Du 6 au 7 commence l'attaque d'Oviedo. Les premiers quartiers sont assez facilement pris, non sans une lutte pénible, évidemment. Successivement tombent au pouvoir des révolutionnaires l'Hôtel de Ville, les banques, les églises; tout est respecté. Les forces du gouvernement, bien armées, pourvues de mitrailleuses, se fortifient dans la cathédrale et les édifices annexes : ce noyau défensif se maintient quelques jours. Quant aux révolutionnaires, s'ils ne manquent pas de courage, ils commencent à manquer de munitions. Encore un jour, et Oviedo tout entier tombe entre leurs mains.



Mais le 11 et le 12, arrive la nouvelle de l'échec de la Révolution à Madrid et Barcelone. Le Comité révolutionnaire, avec raison, ordonne de cesser la lutte. Les masses, qui combattaient avec tant d'héroïsme, ne peuvent croire qu'elles soient restées isolées en Asturie; si, au premier moment, en quelques points, elles abandonnent leurs postes de combat, elles reviennent sur leur décision et recommencent la bataille avec plus d'ardeur. Mais il est trop tard. La colonne du général Lopez Ochoa, les légionnaires et les Marocains entourent Oviedo de toutes parts.

Belarmino Tomás, chef des insurgés, parlemente avec le général Lopez Ochoa. Le feu cesse du côté des révolutionnaires. Mais cela n'a été qu'un piège. Alors commence la féroce répression contre ceux qui se sont rendus et contre la population pacifique. Les réguliers (Marocains) et les légionnaires donnent l'assaut aux barricades ouvrières; ils mettent tout à sac, ils volent, ils assassinent hommes, femmes et enfants; ils saccagent également les maisons des bourgeois; ils font des monceaux de cadavres; le four crématoire d'Oviedo brûle en un seul jour 570 cadavres de révolutionnaires vaincus et faits prisonniers.

Les scènes de terreur se succèdent, impossibles à raconter. Dans les casernes on appelle les prisonniers pour enregistrer leurs déclarations; on transcrit quatre paroles; on leur ordonne de passer dans un local voisin puis, tandis qu'ils franchissent le seuil, on les fusille par derrière. Ainsi mourut Emilio Rey, secrétaire des cheminots de l'U.G.T. A la Falguera, on fait sortir de prison vingt-six révolutionnaires et, pendant la nuit, près d'une mine, on les assassine à l'arme blanche. Les premiers jours, c'est à peine s'il y a des prisonniers. Dix jours après la reddition, les fusillés et assassinés dépassent le nombre de 2.000. Puis arrive le sinistre commandant Doval qui pousse la terreur jusqu'à des extrêmités inconcevables. Il donne l'ordre de rendre les armes en promettant le pardon à ceux qui s'exécuteront; et a mesure que, les mains en l'air on les apporte, on est fusillé. Femmes et enfants sont contraints de dire où se trouvent leurs maris ou leurs pères; les femmes sont brutalement battues; les enfants, comme le fils de Belarmino Tomás, jeune étudiant à Gijon, sont menacés de mort. Doval en personne tire sur ceux qui refusent de parler.

Les Conseils de guerre sont une parodie de justice. Il n'y a pas de défense possible. On condamne tout le monde. Le simple fait d'avoir fui est une preuve de culpabilité; telle est la thèse soutenue par l'accusateur militaire dans un réquisitoire prononcé devant le Conseil de guerre de Gijón. Les prisonniers, entassés par milliers, dans des prisons provisoires, sont la proie du typhus; la mort s'acharne sur eux. Le gouvernement et les patrons ne veulent pas que les mines soient ouvertes. Les ingénieurs exigent des garanties. Deux d'entre eux, fascistes déclarés, sont morts victimes de la colère populaire. Auparavant mouraient chaque année des dizaines de mineurs, victimes de la négligence, de l'incurie de ces mêmes ingénieurs, qui, pour épargner à leurs maîtres quelques milliers de pesetas, ne signalaient pas les conditions dangereuses du travail minier.

Les mines demeurant fermées, la faim règne sur plus de 150.000 âmes : faim complète, totale, absolue, car les boutiques n'ont ni stocks, ni crédit. Telle est la vengeance de la bourgeoisie d'Oviedo. Que le charbon vienne d'Angleterre et que périssent les Asturies révolutionnaires ! Peu leur importe même le sort de la petite bourgeoisie. Aussi aujourd'hui, applaudit-elle à la générosité, à la vaillance, à l'héroïsme des révolutionnaires.

La lutte a cessé, mais elle n'est pas terminée. L'abîme entre bourgeoisie et prolétariat s'est encore approfondi davantage. La terrible répression a réveillé la haine du peuple tout entier. Des milliers de morts, des milliers de prisonniers, victimes de la lutte, sont le prix du triomphe momentané de la bourgeoisie. Hier, 17 cadavres à Casas Viejas ont contribué à renverser un gouvernement; demain, les milliers de morts des Asturies renverseront, non pas le régime républicain, mais le régime social bourgeois en Espagne.

Juan LORENZO.
(Paris, 14 décembre 1934.)

VENDREDI *25 JANVIER* à 8 h. 30
PALAIS DE LA MUTUALITE, Conférence de
J. G. GORKIN
ancien rédacteur en chef du quotidien ouvrier de Barcelone
« ADELANTE »
LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE
LES PROBLEMES ET PERSPECTIVES EN ESPAGNE
INVITATION CORDIALE A TOUS

SPARTACUS

ORGANE HEBDOMADAIRE DE CULTURE ET D'ACTION REVOLUTIONNAIRES
Directeur : René LEFEUVRE.

23, rue Mouffetard, Paris (5e).

CONDITIONS D'ABONNEMENT

	50 Nos	25 Nos
« SPARTACUS » :	—	—
France, Algérie, Colonies.....	20 »	11 »
Etranger	27 »	14 »
« MASSES » (Abonnements annuels) :		
France, Algérie, Colonies.....	10 »	
Etranger	13 »	
ABONNEMENTS COMBINES « SPARTACUS »-« MASSES » :		
France, Algérie, Colonies.....	27 »	
Etranger	35 »	

ABONNEMENTS-PRIMES

Les abonnements combinés donnent droit à un livre prime à choisir parmi les suivants :

LE MATERIALISME MILITANT, Plekhanov;

LES HOMMES DU 1905 RUSSE, Matveev;

LENINE A PARIS, Aline;

COPAINS, Chpilewski;

PARADIS AMERICAIN, Egon Erwin Kisch;

LE ROSIER, Hermynia zur Mulhen;

UN NOTAIRE ESPAGNOL EN RUSSIE, Diego Hidalgo;

LA NUIT, Marcel Martinet.

Le Procès du "Petit Bara"

UNE IGNOMINIE !

Dans la grande presse « dite libre » on a fort à faire avec tous les scandales et meurtres qui enrichissent les chroniques journalistiques; mais cette grande presse n'est pas plus libre que le chien attaché à la niche se tait prudemment quand, un journaliste écrit trop nettement ce qu'il pense et que, le Gouvernement le frappe avec brutalité. Ce phénomène se constate assez souvent et, la dernière expérience en date vise l'ancien Rédacteur en Chef du « Petit-Bara », Pierre Conturet.

Pierre Conturet écrivait dans le « Petit-Bara » du 12 octobre 1934 un article intitulé « Ni pleurs, ni couronnes », au sujet de la mort de Barthou et du roi Alexandre de Yougoslavie. Cet article disait hautement et clairement ce que beaucoup pensent tout bas. Mais cette « dernière tranchée démocratique » avec alors Doumergue au pouvoir ne pouvait admettre tant de liberté de la part d'un écrivain et, le « Petit-Bara » fut saisi par la police.

Quelques journaux relatèrent les faits : « Le Populaire », « l'Œuvre » et la vaillante revue « Les Humbles » ; la province fut un peu plus loquace, mais en général la protestation contre la saisie du journal fut faible.

Devant cette faiblesse le gouvernement ne tarda pas, Pierre Conturet fut inculpé de provocation au meurtre et le 7 décembre 1934 devant la 14e Chambre il se voyait condamné à 2 ans de prison et à 2.000 fr. d'amende sans sursis ! Contre cette condamnation inique Pierre Conturet fait appel, mais cette condamnation sera confirmée si par esprit de tendance ou par veulerie personnelle une protestation ne s'élève pas, vigoureuse, parmi les intellectuels et les journalistes de gauche.

Pour nous, il serait lâche de laisser condamner un des nôtres qui est frappé pour avoir écrit comme un révolutionnaire sincère et conséquent. Pour nous, il serait un crime que de laisser disparaître sans lutte un à un nos quelques avantages démocratiques. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les libertés démocratiques, mais ce que nos pères ont acquis dans la bataille sociale est nôtre, c'est le point de départ pour la révolution prolétarienne montante, et la liberté de la presse est un des pilliers élémentaires des « libertés démocratiques » !

Nous savons pour qui est favorable cette « dernière tranchée des libertés démocratiques »; elle est clémente pour laisser écrire journellement par les écrivains et journalistes de la réaction les pires appels à l'assassinat. A l'abri de la généreuse démocratie, ces Messieurs, de Kérillis, Daudet, Taittinger et autres de La Rocque peuvent délibérément menacer, Chautemps, Daladier, Frot, Henriot, etc..., ils peuvent pousser au meurtre d'une façon cynique contre Léon Blum et Marcel Cachin sans jamais risquer quoi que ce soit.

Pour un article courageux qui désapprouve catégoriquement l'acte individuel : *la prison !* Pour préparer sciemment la répétition du tragique assassinat de Jaurès, on ferme les yeux, et par cette carence on encourage l'assassinat !

Or, l'article de Couturet n'est pas un appel au meurtre, loin de là, c'est un article digne exprimant nettement la pensée des ouvriers; le résultat fut : la saisie du journal et la condamnation de Pierre Conturet et du gérant Vincent. Mais pour ceux qui organisèrent le 6 février, ce n'est que salutations et félicitations. Voilà la vraie figure de la justice de classe !

Contre cette ignominie, il faut réagir ! Tous les intellectuels, les journalistes, les étudiants doivent élever vigoureusement leurs protestations et, il faut empêcher que ne se prépare une deuxième ignominie, celle qui consiste à faire le silence de la condamnation de Pierre Contueret.

Si le « Populaire », « l'Œuvre », « Le Libertaire », « Le Merle », « Le Canard » et quelques autres ont marqué leur solidarité contre les poursuites, nous attendons aussi une intervention des camarades de « l'Humanité », car dans la lutte contre le fascisme il n'y a pas de place, ni pour les questions personnelles, ni pour les questions de tendance.

Pour la lutte contre le fascisme il ne doit y avoir qu'un seul *bloc ouvrier.* C'est dans le silence que le gouvernement bourgeois frappe, contre cette menace tous les camarades révolutionnaires doivent se grouper et se tendre fraternellement la main.

La presse bourgeoise a ses raisons pour être silencieuse, amis la presse ouvrière n'en a pas !

Le Comité : Henry POULAILLE, Marcel MARTINET, Maurice VILLENS, Paul LE PAPE.

N.-B. — Un « Comité Couturet » chargé de défendre l'ancien rédacteur du « Petit-Bara » lance une protestation auprès des intellectuels et journalistes de gauche. Camarades, signez la protestation du « Comité Couturet ».

Le Directeur-Gérant: J. Lefeuvre

Imp. de Charonne
37, rue de Charonne, 11e
Roq. 61-97.

EN SOUSCRIPTION
pour paraître en février
Rosa Luxembourg:
LA RÉVOLUTION RUSSE
suivi de
KOROLENKO ou le sentiment du social dans la littérature Russe
(Preface et tradution de Marcel Ollivier)
Prix de Souscription 4 frs (Sera vendu 6 frs)